



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14078 - 6 F

DIMANCHE 29 - LUNDI 30 AVRIL 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

7, rue des Italiens
CLAUDE SARIN

C A y a-t-il un lien entre la situation en Israël et la situation en Iran ? C'est la question que se posent les dirigeants du mouvement de la gauche radicale, le Mouvement de libération nationale (MLN), à l'occasion d'un colloque qui se tient à Paris, à la fin de la semaine dernière. Le MLN, qui a été fondé en 1974, est un mouvement de gauche radicale, qui a été fondé par des étudiants de l'université de Paris. Le MLN a été fondé par des étudiants de l'université de Paris, qui ont été fondés par des étudiants de l'université de Paris. Le MLN a été fondé par des étudiants de l'université de Paris, qui ont été fondés par des étudiants de l'université de Paris.

Jérusalem : la colère des chrétiens

JÉRUSALEM a offert vendredi 27 avril un spectacle sans précédent. Tandis que sonnaient les cloches, à intervalles réguliers, le lourd portail du Saint-Sépulchre est resté fermé aux pèlerins, de l'aube au crépuscule. Pour la première fois depuis des siècles, les chrétiens n'ont pas pu entrer dans la ville sainte. Les autorités israéliennes ont refusé de leur ouvrir les portes. Les chrétiens ont été interdits d'entrer dans la ville sainte. Les autorités israéliennes ont refusé de leur ouvrir les portes. Les chrétiens ont été interdits d'entrer dans la ville sainte.

Nouvelles manifestations à Bucarest Le président Iliescu refuse tout dialogue avec l'opposition

Les manifestations d'hostilité ou de soutien au régime du président Ion Iliescu se poursuivent à Bucarest. Le Parti national paysan a appelé à manifester, dimanche, dans la capitale roumaine contre le Front de salut national. A Timisoara, divers mouvements d'opposition devaient se réunir ce week-end pour former une « Alliance nationale de lutte anticommuniste ». Vendredi, M. Iliescu avait rejeté toute forme de dialogue avec l'opposition, mais exclu le recours à la force contre les contestataires.

Le nouveau statut de Renault M. Rocard a condamné les « mauvais combats » du PCF

Le premier ministre a engagé, samedi 28 avril, devant l'Assemblée nationale, la responsabilité du gouvernement - en vertu de l'article 49-3 de la Constitution - sur le projet de loi relatif au statut de la régie Renault. Cette initiative met un terme à deux jours et deux nuits d'obstruction de la part des députés communistes, qui avaient utilisé toutes les procédures. M. Rocard a dénoncé le caractère « vain, illégitime et sans objet » de la tactique du PCF.

L'austérité en Pologne

Stabilité monétaire et récession économique page 15

Relance des affaires

Nouvelles auditions judiciaires à propos de Pechney et de la Société générale page 16

M. de Maizières à Moscou

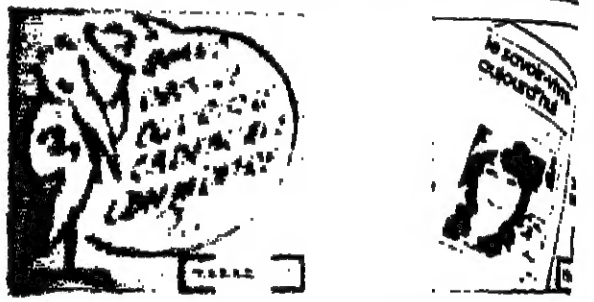
Berlin-Est veut respecter ses engagements avec l'URSS page 4

Le marché de la douleur

Un proche en diffamation autour des « thérapies miracles » page 8

« Grand-Jury RTL-Le Monde »

M. Nicolas Sarkozy secrétaire général adjoint du RPR, invité dimanche à partir du 18 h 30.



LITERIE
CAPLOU

Où partir ?
Avec qui Partir ?
Promotion Voyage
Les P.A. du tourisme

3615 VOYAGEL
Le monde du tourisme

Un Cadeau Royal
Offrez-vous
Dior
Carven
Fath...
NOUVEAU
13 RUE ROYALE
PARIS

Club des Dix - David Shiff

POINT DE VUE Pour une télévision publique sans publicité

Plusieurs personnalités demandent que les chaînes dépendant de l'Etat ne soient plus soumises à la dictature des scores d'audience

Depuis plus de deux ans nous n'avons cessé de réclamer, dans ces colonnes et ailleurs (1), de la dire sur les chaînes de radio, chaque fois que l'on nous en a donné l'occasion. Nous ne nous sommes pas contentés d'analyser la situation de l'audiovisuel dans son ensemble - qui ne l'a fait ? Nous avons regardé les chiffres de près, rassemblés des compétences, fait parler le bon sens, élaboré des propositions concrètes, simples, claires. Nous nous sommes adressés aux hommes politiques, à ceux qui détiennent le pouvoir dans les cabinets ministériels et l'administration, aux plus hautes autorités de l'Etat. Une proposition de loi a été déposée dans ce sens, il y a un an. Sans résultat. Nous étions utopiques, naïfs, irréalistes... voir « anticongititue- tionne » ! Nous savions, hélas, que le temps jouait en faveur de nos thèses, mais minait chaque jour un peu plus cette télévision publique qui aurait dû rester le bien de tous les Français, l'instrument premier d'information, de communication, de culture, de distraction, d'enrichissement.

A nos lecteurs

Ce numéro du Monde est le dernier à avoir été réalisé dans l'immeuble de la rue des Italiens, où notre journal était installé depuis sa création, en décembre 1944. Le prochain numéro, celui du lundi 30 avril (daté 2 mai), sera conçu et préparé dans les nouveaux locaux du 15, rue Falguère, à Paris (15^e). Le week-end aura été mis à profit pour procéder au déménagement de l'ensemble des services rédactionnels et de fabrication associés.

20 ans d'analyses et de réflexion
en vente dans toutes les librairies.

L'union politique de l'Europe au sommet de Dublin

« JE VOIS TOUT LE MONDE NET, SAUF UNE FEMME QUI N'ARRÊTE PAS DE GÉSICULER ! »

Un gène-clé pour le diabète

Des chercheurs français découvrent le « terrain » qui favorise la maladie chez les enfants

FRANK NOUCHI
Lire la suite page 8

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Arabie, 6 dir ; Tunisie, 650 m ; Albanie, 210 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 40 fr ; Canada, 2,25 \$; Danemark, 12 kr ; Espagne, 160 pes ; G-8, 80 p ; Grèce, 160 dr ; Hongrie, 60 p ; Inde, 2 000 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L ; Norvège, 13 kr ; Pays-Bas, 2,50 fl ; Portugal, 140 esc ; Singapour, 350 S\$; Suède, 14 sh ; Suisse, 1,80 f ; USA, 1,75 \$; USA (inter), 2 \$.

DATES

Il y a vingt-cinq ans

Les marines débarquent à Saint-Domingue

« ALLO, enfants de la patrie... » Cette voix qui enchaîne sur les dernières notes de la Marseillaise, Lorenzo, le reconnaissable, c'est José Francisco Peña Gómez, jeune dirigeant du Parti révolutionnaire dominicain (PRD) dont l'émission, « Tribune démocratique », critique sévèrement le gouvernement de Donald Reid Cabral. Ce samedi 24 avril 1965, peu après midi, Peña Gómez annonce le soulèvement d'une caserne. Les militaires, poursuit-il d'une voix exaltée, exigent le rétablissement de la Constitution libérale de 1963 et le retour du président Juan Bosch. La « révolution d'Avril » a commencé. Elle ne prendra fin qu'en septembre, après plus de 3 000 morts, pour la plupart des civils dominicains.

L'administration Johnson, qui s'ensuit au Vietnam, enverra près de 30 000 soldats sur l'île caribbe pour « empêcher un nouveau Cuba ». Une intervention qui va frustrer les « constitutionnalistes » de leur victoire et entraîner une grave crise internationale. Élu avec 60 % des voix en décembre 1962, lors des premières élections libres après la fin de la dictature trujilliste, Juan Bosch, le fondateur du PRD, a été renversé sept mois plus tard par un groupe d'officiers en liaison avec la mission militaire américaine sous prétexte qu'il manquait de fermeté à l'égard des communistes. Les putschistes, dirigés par le colonel Wessin y Wessin, ont mis en place un triumvirat civil dont la pièce maîtresse est Donald Reid Cabral, un représentant de la grosse bourgeoisie importatrice liée aux intérêts américains.

Lorenzo, jeune lieutenant limogé peu après le putsch en raison de ses idées libérales, avale en vitesse sa purée de bananes plantains et fonce vers le camp du 16-Août, l'une des places fortes des militaires mutins, à l'ouest de la capitale. Lors de la dernière réunion du « groupe Enriqueillo », secrètement formé par le colonel Rafael Fernández Domínguez pour réinstaller Bosch au pouvoir, les conspirateurs ont décidé de passer à l'action le 26 avril. Mais le 23 au soir, Donald Reid Cabral a vu du complot et ordonne l'arrestation de quatre officiers. Lorsque, le lendemain, le chef d'état-major, le général Morales Rivera Castro, se présente au camp du 16-Août pour faire exécuter les ordres du président, c'est lui qui se retrouve prisonnier.

Rapidement, les rebelles s'organisent. Avec un groupe de militaires « constitutionnalistes », Lorenzo s'empare de Radio Santo Domingo, la station officielle. La foule grossit autour des studios, tandis que la plupart des unités des forces armées se joignent au mouvement.

L'impopularité de Reid Cabral est à son comble. À la corruption s'ajoutent les mesures d'austérité dictées par le Fonds monétaire international... et la sécheresse. Mais les chefs militaires ne sont pas d'accord sur les suites à donner au mouvement. Face aux « constitutionnalistes », qui installent l'ancien président de la Chambre des députés, Rafael Molina Urena, au palais national en attendant le retour de Juan Bosch de son exil portoricain, plusieurs généraux sont partisans de constituer une junte militaire. Retranché à la base aérienne de San-Isidro, à quinze kilomètres à l'est de Saint-Domingue, le général Wessin y Wessin ne veut pas entendre parler de Bosch, un communiste, selon lui.

Dimanche après-midi, alors que des centaines de personnes se ras-

sent autour du palais national, hurlant « Juan Bosch président » et « Constitution de 1963 », trois chasseurs Mustang P-51 piquent sur la grande bâtisse construite par Trujillo, mitraillant les abords du palais. Le coup d'État militaire s'est transformé en guerre civile. Avec un groupe d'officiers « constitutionnalistes », Lorenzo distribue des armes aux civils tandis que le chargé d'affaires américain à Saint-Domingue, William Connert, rédige un câble pour le département d'État : « Tous les membres de l'ambassade considèrent que le retour de Bosch serait contraire aux intérêts des États-Unis en raison de la présence d'extrémistes dans le coup et du soutien des communistes à Bosch », écrit-il.

« Le communisme dans moins de six mois »

L'ambassadeur William « Tap » Bennett, dont les contacts se limitent à la bonne société domini-

le fleuve Ozama, est la seule voie d'accès de ce côté de la capitale. Il va devenir les 26 et 27 avril le théâtre de la bataille décisive avant l'intervention des troupes nord-américaines.

Sur la rive occidentale plusieurs milliers de « constitutionnalistes » attendent la charge des blindés. Militaires et civils au coude à coude, la plupart n'ont pas d'armes. Deux vieux canons de 75 en guise d'artillerie. Les mitrailleurs de l'aviation et les bombardements de la marine qui a finalement rejoint le général Wessin sur les conseils pressants de l'attaché naval américain, Ralph Heywood, font des ravages. Pour le lieutenant Lorenzo, comme pour la plupart des militaires, c'est le baptême du feu. La place au débouché du pont est jonchée de cadavres. Plusieurs centaines, sans doute plus de mille, selon divers témoins. Dès qu'un combattant tombe, un civil, parfois un pauvre, se précipite pour empoigner son fusil.



Les raids de l'aviation sont tellement meurtriers qu'une députation de dirigeants constitutionnalistes se rend à l'ambassade américaine pour demander la médiation de « Tap » Bennett qui vient de reprendre ses fonctions. « Ce n'est pas le moment de négocier, mais de se rendre », rétorque l'ambassadeur. Abattus, le président Molina Urena et les dirigeants civils demandent asile auprès de légations latino-américaines. Mais l'arrogance de l'envoyé américain fouette l'orgueil des officiers. Les colonels Francisco Camacho et Ramon Manuel Montes Arache repartent vers le pont, décidés à vaincre ou à mourir.

« Un nouveau Cuba »

À la grande surprise des Américains, la troupe hitlérienne va mettre en déroute les blindés de Wessin. L'infanterie qui suit les chars est décimée par les commandos d'hommes-grenouilles aux ordres du colonel Montes Arache tandis qu'une pluie de cocktails Molotov immobilise les chars dans les rues étroites de la vieille ville. Onze blindés sont capturés par la foule. Des jeunes les reçoivent à la peinture blanche sous les vivats : « Pueblo » (peuple), tracent-ils à grande coupe de pinces. Malgré la fatigue, Rafael « Fafa » Taveras, un dirigeant du 14-Juin, une organisation de

jeunes progressistes, ne parvient pas à trouver le sommeil. « Jamais je ne me suis senti aussi libre », confie-t-il à ses compagnons. Une victoire éphémère.

Démoralisés par leur déroute, les généraux de San-Isidro improvisent une junte sous la direction du colonel Pedro Benoit. Elle prend immédiatement contact avec l'ambassade des États-Unis et demande « une aide militaire illimitée et immédiate pour éviter que la République dominicaine ne se transforme en un nouveau Cuba ».

Le message est immédiatement relayé vers Washington avec la mention « crise » (prioritaire) et une note de l'ambassadeur recommandant « un débarquement immédiat ». Tard dans la nuit du 28 avril, dans une déclaration radiodiffusée, le président Johnson annonce l'envoi de marines en République dominicaine « pour protéger les centaines d'Américains qui s'y trouvent ».

Lorsque le président s'adresse à

en mois d'une semaine – la CIA distille une liste de 83 « communistes » qui contrôleraient la révolution. En fait les groupuscules d'extrême gauche, comme le Parti socialiste populaire (PSP) communiste orthodoxe) et le Mouvement populaire démocratique (pro-chinois), méfiant à l'égard des militaires, sont restés à l'écart du mouvement. Et les véritables chefs constitutionnalistes sont loin d'être communistes. Le principal chef militaire, le colonel Montes Arache, est même franchement anticommuniste. Ses deux lieutenants sont l'italien Rio Capod, un baroudeur qui se dit fasciste et André Rivière, un ancien para français rescapé de Dien Bien Phu et des djebels algériens. Curieux communistes !

Exécutions sommaires

Le colonel Francisco Camacho, à qui Juan Bosch demande depuis Porto-Rico d'assumer la présidence provisoire, est le prototype des officiers constitutionnalistes. Ce fils d'un des généraux les plus redoutés du dictateur Trujillo, qui a étudié dans les académies militaires américaines, n'est en rien politicien lorsque éclate la révolution. Aux Mémoires de Nasser que lui a prêtés un ami, Hector Aristy, il préfère les histoires de cow-boys. Tout au long de la crise, il ne cessera d'être déçu par l'attitude des États-Unis, dont la « neutralité » proclamée cache mal le parti pris en faveur des militaires de San-Isidro.

Peu après avoir débarqué, les marines et les parachutistes américains créent un « cordon de sécurité » qui coupe en deux les positions constitutionnalistes et isole le gros des forces de Camacho dans la vieille ville. Face au gouvernement de Camacho, les Américains installent une junte sous la présidence du général Antonio Imbert Barrera, un personnage ambigu et sans scrupules. Alors que les « colibris » au sein de l'administration Johnson négocient avec Juan Bosch des solutions de compromis, les « faucons » et la mission militaire à Saint-Domingue poussent le général Imbert Barrera à reprendre l'offensive.

Avec l'appui logistique et la couverture de l'armée américaine, les troupes de la junte lancent une violente « opération nettoyage » dans les quartiers industriels du nord de la capitale, en violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu signé le 5 mai grâce aux bons offices du nonce apostolique Mgr Emmanuel Clarizio. Une nouvelle fois, c'est la population civile qui paie le plus lourd tribut.

Les troupes du général Imbert multiplient les exécutions sommaires sous l'œil indifférent des marines. Il faudra encore attendre deux mois et demi pour que les États-Unis se décident à faire pression sur leur créature, le général Imbert – en lui coupant les vivres – pour parvenir à un règlement négocié de la crise. En fin de compte, l'intervention américaine aura radicalisé une frange importante de la jeunesse dominicaine. L'élimination de ces militants venus à la politique par réflexe patriotique en avril 1965 constituera l'une des préoccupations majeures de Joaquín Balaguer à partir de son accession à la présidence en 1966. L'un d'eux tombera, à la tête d'une poignée de gendarmes, sous les balles des militaires dominicains en février 1973. L'intervention américaine de 1965 avait transformé le brillant officier amateur de western en étiquette de Che Guevara.

JEAN-MICHEL CARROT

Voyage de M. Amdur à... confirme l'alliance... entre la Syrie et...

Le voyage de M. Amdur à... confirme l'alliance... entre la Syrie et... (Text continues with details of the visit and its implications for the alliance between Syria and other nations.)

Le voyage de M. Amdur à... confirme l'alliance... entre la Syrie et... (Text continues with details of the visit and its implications for the alliance between Syria and other nations.)

Mitterrand estime qu'il ne doit être mis à l'écart de juifs soviétiques... (Text discusses Mitterrand's stance on Soviet Jews and the political context of the time.)

Mitterrand estime qu'il ne doit être mis à l'écart de juifs soviétiques... (Text continues with the discussion on Soviet Jews and political matters.)

Le Monde
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 16
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Éditions,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDUPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Fournisseurs sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM
ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-68-32-90

PAIS	FRANCE	ALLEMAGNE	RUSSIE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	798 F	1 008 F	1 400 F
1 an	1 360 F	1 596 F	2 016 F	2 800 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.
Pour vous abonner
Écrivez à : BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements :
tél. : (1) 49-68-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires :
nos abonnés sont invités à former
leur demande deux semaines avant
leur départ, en indiquant leur numéro
d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie. 011 MONDI

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Ancien directeur :
Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
Jacques Fauvet (1968-1982)
André Laurens (1982-1985)
Administrateur général :
Bernard Woutas
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappet,
Jacques Amélie,
Jean-Marie Colombani,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 16
Tél : (1) 40-95-25-25
Télécopieur : (1) 40-95-25-89
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-68-30-00
Télécopieur : (1) 49-68-30-10

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

NICOLAS SARKOZY

DÉPUTÉ-MAIRE DE NEUILLY

animé par **Christian MENANTEAU**

avec Olivier BIFFAUD
et Thierry BRÉHIER (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Paul JOLY (RTL)

en direct sur **RTL**

الجمهورية العربية السورية

ÉTRANGER

Un entretien avec M. Jean François-Poncet

L'Europe sera une « construction du troisième type »

Les chefs d'Etat et de gouvernement des douze pays membres de la Communauté européenne ont ouvert, samedi 28 avril, dans la matinée à Dublin, leur sommet extraordinaire, dont le thème majeur est l'avenir politique de l'Europe. L'Europe ne sera ni un état-nation du XIX^e siècle, ni, malgré son poids démographique et économique, une super-puissance du XX^e siècle. Mais une construction inédite. Un ensemble de nations, fondées sur deux principes de force égale. Le principe de subsidiarité : seuls les problèmes que l'Europe peut traiter plus efficacement que les Etats-membres doivent lui revenir. Et le principe d'union qui a accompli beaucoup de progrès en trente ans, mais où l'essentiel restait à faire.

A la veille de ce sommet, M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, nous a précisé ses positions sur l'unification européenne.

Pourquoi l'union politique est-elle tout à coup devenue si urgente ? A cause de la réunification de l'Allemagne ?

— Oui et non. Il ne s'agit pas, comme on le dit souvent à la légère, de « contenir » l'Allemagne réunifiée. Pourquoi y consentirait-elle ? Il s'agit de constater un fait : la résurgence des nationalismes en Europe. Ils ne menacent pas seulement de faire déborder l'URSS et la Yougoslavie ou de conduire à des affrontements entre la Hongrie et la Roumanie. Ils menacent de balancer l'Europe tout entière et de réduire à l'impuissance face aux vrais défis qui l'attendent, défis qui sont extérieurs et non pas intérieurs à l'Europe : le défi économique du Pacifique, le défi démographique de l'Afrique, le défi idéologique de l'Islam. Face à ces défis, l'Allemagne est aussi démunie que la France. L'union de l'Europe est pour elle, comme pour nous, la seule voie.

Mais cela ne fait pas disparaître les divergences qui existent entre les moyens de faire l'union politique.

— C'est vrai et il est essentiel de s'entendre sur le sens qu'on donne aux mots « union politique ». La vitalité des identités nationales interdit de songer à un ensemble unitaire, sur le modèle américain. L'Europe ne sera ni un état-nation du XIX^e siècle, ni, malgré son poids démographique et économique, une super-puissance du XX^e siècle. Mais une construction inédite. Un ensemble de nations, fondées sur deux principes de force égale. Le principe de subsidiarité : seuls les problèmes que l'Europe peut traiter plus efficacement que les Etats-membres doivent lui revenir. Et le principe d'union qui a accompli beaucoup de progrès en trente ans, mais où l'essentiel restait à faire.

Faire quoi ? Faut-il renforcer les pouvoirs de la Commission ? Créer un nouveau pouvoir politique ? Renforcer les pouvoirs du Parlement ?

— Prenons garde de ne pas rétrograder sous prétexte d'avancer. On reculerait si, avec les meilleures intentions du monde, on constatait, face à la Commission, un nouveau pouvoir politique, issu des gouvernements. Il aurait forcément tendance à se poser en rival de la Commission. On organiserait conflits et blocages.

Conformons-nous à la logique des institutions telles qu'elles existent. Une logique fondée sur l'interaction constante entre la Commission qui propose et le conseil des ministres qui tranche. Il faut renforcer l'un et l'autre. Pour la Commission, l'essentiel est de la « débureaucratiser », c'est-à-dire de la transformer en une instance véritablement politique et responsable. Pour y parvenir, quatre mesures : (1) subordonner la prise de décision de son président, dont la désignation doit rester l'affaire du conseil européen, à un vote de confirmation du Parlement européen ; (2) laisser le président de la Commission choisir lui-même les membres de la Commission ; (3) soumettre l'équipe ainsi constituée à un vote de confirmation du Parlement européen.

Israël : pour protester contre une action d'extrémistes juifs

Les églises chrétiennes de Jérusalem ont fermé pendant vingt-quatre heures

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Toutes les heures, les cloches des églises de Jérusalem ont sonné le glas. Dans le quartier chrétien, le patriarche grec-orthodoxe, Diodore M., a fermé le Saint-Sépulchre de bon matin puis a remis la clé à un représentant des Nussébi : c'est la famille musulmane qui en a la garde depuis le calife Omar. Les rues de la vieille ville étaient désertes, pour cause de « grève générale de solidarité » décrétée par la « Direction unifiée du soulèvement » (JOLF). Ailleurs, à Nazareth et Bethléem notamment, les autres lieux saints de la chrétienté sont aussi restés portes closes vendredi 27 avril.

Alors qu'elles se détestent cordialement et que certaines d'entre elles ont été accusées par quelques jolies petites scandales ces dernières années, les Eglises chrétiennes

se sont, pour une fois, unies dans la solidarité. Elles ont protesté contre l'occupation par un groupe d'extrémistes israéliens d'un bâtiment de l'Eglise grecque orthodoxe — l'hospice de saint Jean — situé près du Saint-Sépulchre. Ils sont les hôtes d'une société paramilitaire — la SBC — qui a pris possession de l'immeuble dans des conditions douteuses.

La Cour suprême vient d'ordonner leur évacuation avant mardi. Mais, se refusant encore à statuer sur la légalité de la transaction, elle a autorisé une vingtaine de représentants de la SBC à rester sur place dans l'attente d'un jugement au fond. Les Eglises dénoncent une politique visant à remettre en cause le statu quo sur la division de la vieille ville en quartiers chrétien, juif et musulman. Sous l'aval du premier ministre Itzhak Shamir a publié un communiqué soulignant qu'il s'agissait d'une simple transaction immobilière et qu'il n'était nullement dans l'intention du gouvernement de heurter les sentiments et les intérêts des Eglises.

C'est une version des faits démentie par le groupe de « colons » lui-même, qui prétend que sa politique est bel et bien de gagner le maximum de terrain dans les quartiers chrétiens et musulmans pour y installer la plus large population juive. Le maire de Jérusalem s'est déclaré particulièrement « déprimé » par le soutien que le gouvernement Likoud (droite) apporte à une opération qu'il n'a cessé, pour sa part, de condamner.

« Le mal fait à Jérusalem et à la réputation d'Israël ne sera pas effacé avant des années », a dit Teddy Kollek, dénonçant en la personne des « colons » « ces faux messies qui n'ont jamais apporté que malheurs au peuple juif ».

ALAIN FRACHON

EN BREF

ISRAËL : accord sur la restitution de 10 tonnes d'œufs lourds à la Norvège. — Israël et la Norvège ont conclu, jeudi 27 avril, un accord sur la restitution de 10 tonnes d'œufs lourds sur 20 tonnes livrées par Oslo en 1959 à l'Etat hébreu. Cet accord met fin à un contentieux vieux de plusieurs années entre les deux pays, la Norvège n'ayant livré cette eau lourde qu'à la condition qu'elle serve exclusivement à des fins pacifiques. Selon le quotidien Haaretz, les responsables israéliens ont indiqué aux Norvégiens qu'ils ne leur restait que 10 tonnes d'œufs lourds sur les 20 livrés.

Mise au point française après le vote, par l'Australie, de ses Mirages au Pakistan. — Le Quai d'Orsay a fait savoir vendredi 27 avril que, contrairement à des propos d'un porte-parole du ministère australien de la défense, la France n'avait pas donné d'accord préalable à la vente, au Pakistan, de cinquante des anciens avions Mirage III de l'armée de l'air australienne (le Monde du 26 avril).

A aucun moment, a expliqué le ministre français des affaires étrangères, le gouvernement n'a donné son accord à la vente au Pakistan de cinquante Mirage construits sous licence française en Australie. Cette décision australienne a été prise par les autorités australiennes sans consultation préalable de la France.

IRAN : exécution prochaine d'« espions américains ». — Dix « espions » à la solde des Etats-Unis vont être exécutés « dans les prochains jours » à Téhéran, a annoncé jeudi 26 avril l'homme de la Révolution islamique, « annonce de ces exécutions intervient alors que les Etats-Unis et l'Iran sont engagés dans une nouvelle épreuve de force autour de la question des otages occidentaux au Liban. Washington a exclu tout « geste » en faveur de l'Iran tant que les sept Américains encore détenus au Liban ne seront pas libérés. Pour sa part, Téhéran a appelé les ravisés chérites à libérer un deuxième otage américain et demandé en échange un « signe de bonne volonté des Etats-Unis ».

Avant qu'il n'entre dans l'une des salles de l'ONU, trois occupants iraniens ont lancé des œufs dans la direction du ministre, sans l'atteindre, et scandé des slogans hostiles au gouvernement iranien. Les protestataires ont été arrêtés par les gardes de sécurité du département d'Etat américain et de l'ONU chargés de la protection de M. Velayati. La mission iranienne à l'ONU a rendu responsable de cet incident le mouvement des Moudjahidines du peuple de M. Massoud Rahnjavi, dont quelques dizaines de membres ont manifesté vendredi devant le siège de l'ONU.

A Londres, Salman Rushdie s'est étonné, dans son premier entretien à une radio après plus d'un an de réclusion, de l'absence de poursuites judiciaires en Grande-Bretagne contre ceux qui l'ont menacé de mort. Interrogé par la BBC depuis sa cachette — dont le lieu a été gardé secret — l'écrivain a demandé que cesse la campagne lancée contre lui et invité ceux qui le soutenaient à réagir pour régler définitivement son problème. — (AFP, Reuter.)



Quant au conseil des ministres, pour le rendre plus opérationnel, il faut généraliser le vote à la majorité.

Une seconde chambre européenne

Et le Parlement ? Ne craignez-vous pas une réaction nationaliste devant la diminution de souveraineté imposée aux Parlements nationaux ?

— La construction européenne engendrerait un déficit démocratique. C'est indiscutable. Elle a transféré un pan important du pouvoir législatif, que les constitutions de nos Etats confèrent aux Parlements, au conseil des ministres de la Communauté, c'est-à-dire aux gouvernements, voire aux administrations nationales. Les directives euro-

peennes sont, il est vrai, renvoyées aux Parlements. Mais pour application seulement. Elles ne peuvent être qu'entérinées. Autant dire que l'Europe transforme les Parlements en chambres d'enregistrement. Situation insupportable mais difficile à corriger.

« On pourrait imaginer que les Parlements ligotent les ministres par des résolutions adoptées avant la mise en chantier des directives à Bruxelles. Mais on rendrait tout négociation impossible. Ce serait la paralysie des institutions européennes ».

« Il n'y a qu'une issue : créer une seconde Chambre, représentant les Parlements nationaux. Un Sénat européen, en somme. Le président Pöhl l'a suggéré. On pourrait, alors, donner à ce Parlement européen bicaméral un véritable pouvoir de co-décision avec le conseil des ministres, en prenant garde, toutefois, à ne pas aboutir à l'exercice des procédures. Il faudrait aussi que la chambre élue au suffrage direct, pour être ressentie comme représentative, soit désignée selon un scrutin uniforme, soit régional, soit uninominal. Les listes nationales, libérées à l'arbitraire des partis, sont détestables ».

« Que pensez-vous de la position de Jacques Chirac, hostile à une monnaie commune ? »

— Attendez. C'est le gouvernement Chirac qui a fait approuver l'Acte unique. Or il est clair qu'il n'y aura pas de marché sans frontières et sans maintien des monnaies nationales avec des parités variables : qui veut la fin, veut les moyens. La conjonction d'une monnaie commune — l'ECU — et de monnaies nationales liées entre elles par des parités fixes conduit tout droit à une monnaie unique. Le problème se résoudra de lui-même. De sorte qu'on peut se demander s'il s'agit d'autre chose que d'apaiser les sensibilités de certains au sein du RPR ?

Propos recueillis par JACQUES AULARIC

Le voyage de M. Assad à Moscou confirme l'alliance privilégiée entre la Syrie et l'URSS

Le président syrien Hafez El Assad est arrivé vendredi à Moscou où il devait être reçu, samedi 28 avril, par le président Mikhaïl Gorbatchev. Il s'agit de la première visite — dont la durée n'a pas été annoncée — en URSS du numéro un syrien depuis trois ans.

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

En recevant le président Hafez El Assad, comme les Syriens le souhaitent, avant le président égyptien Hosni Moubarak qui doit se rendre à Moscou à la mi-mai, l'URSS semble avoir voulu clairement réaffirmer les liens privilégiés qu'elle continue à entretenir avec Damas et souligner aussi le rôle qu'elle accorde à la Syrie dans la région. Malgré les divergences entre Moscou et Damas sur nombre de sujets, il n'en reste pas moins que la Syrie demeure le principal allié de Moscou au Proche-Orient et que le président Assad est un interlocuteur quasi incontournable.

Attendue, cette visite, qui répond à une invitation du président Gorbatchev transmise officiellement en mars, tombe on ne peut mieux pour le chef de l'Etat syrien. Remarqué personnellement par le président américain, M. George Bush, pour les efforts de son pays dans la libération d'un otage américain, assuré par le secrétaire d'Etat d'une évolution positive des relations américano-syriennes, déjà solides, dans l'attente de la visite qui doit faire aussi à Damas le président égyptien Hosni Moubarak, le président Assad se rend donc conforté à Moscou, où il doit s'entretenir avec M. Gorbatchev pour la première fois depuis avril 1987.

Quelque peu inquiet de la nouvelle direction de la politique soviétique, le président syrien, dont ce sera la troisième rencontre avec le chef du Kremlin, aura ainsi l'occasion de mesurer exactement où en est Moscou vis-à-vis des problèmes régionaux et quelle priorité il lui donne encore.

A l'ordre du jour : les tentatives de négociations tripartites égypto-palestino-israéliennes, sous égide américaine, auxquelles on ne croit pas à Damas mais que Moscou paraît soutenir ; les discussions américano-soviétiques sur le Proche-Orient et la position de Moscou sur la conférence internationale ; le rapprochement soviéto-israélien ; la question de l'émigra-

tion des juifs soviétiques que le président Assad avait violemment dénoncée dans son discours à l'occasion de l'anniversaire du Baas, en prenant soin toutefois d'en rejeter la responsabilité sur les Etats-Unis, qui avait-il dit « ont réduit leur quota d'émigration après avoir pendant des années fait pression sur Moscou pour permettre aux juifs de sortir » ; enfin les relations bilatérales et l'aide militaire et économique que Moscou est prêt à consentir à Damas.

Plus de livraisons massives

Sur le plan militaire, si l'URSS est prête à assurer les capacités de défense de la Syrie l'heure n'est plus à des livraisons massives et, depuis plusieurs années déjà, M. Gorbatchev a fait valoir au président Assad que la Syrie devait renoncer à poursuivre sa lutte pour obtenir la parité stratégique avec Israël, insistant d'autre part sur « l'insuffisance de la force militaire pour régler le conflit israélo-arabe ».

Résumé par l'ambassadeur soviétique à Damas, M. Zotov, la politique de Moscou en la matière semble être dorénavant : « fournir l'aide susceptible de garantir la sécurité de la Syrie. Ce pays a le droit de ne pas se sentir faible devant Israël qui exerce un chantage et use de la force pour engager des négociations sous la menace et l'intimidation. Des moyens de défense et de dissuasion donc, mais pas au-delà ».

Le défilé en Syrie, au cours des douze mois écoulés, de délégations militaires soviétiques de haut rang laisse à penser que Moscou a tenu à réévaluer le potentiel syrien avant de prendre de nouveaux engagements. Cela d'autant plus que la dette syrienne à l'égard de l'Union soviétique, essentiellement militaire — estimée entre 10 et 15 milliards de dollars — n'est pas négligeable et que Moscou voudrait bien, comme l'affirmerait publiquement M. Zotov en novembre dernier, être payé en devises fortes pour certains types d'armements et non plus quasi uniquement en troc comme c'était le cas. Sur le plan économique aussi, les Soviétiques, comme les pays d'Europe de l'Est, ne sont plus prêts à autarcie de « généralité » que par le passé.

Si la perestroïka n'est guère prise à Damas, des deux côtés, on insiste toutefois sur la pertinence et la solidité d'une alliance ancienne, renforcée il y a dix ans et pour vingt ans par un traité de coopération et d'amitié.

FRANÇOISE CHIPAUX

M. Mitterrand estime qu'« aucun obstacle » ne doit être mis à l'émigration de juifs soviétiques en Israël

M. François Mitterrand a reçu, jeudi 26 avril, M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), venu l'entretenir de la situation des juifs d'Union soviétique et des problèmes que soulève l'émigration d'une partie d'entre eux vers Israël.

M. Kahn, qui était accompagné par M. Claude Kellman, président de la commission juifs d'Union soviétique du CRIF, a demandé à M. Mitterrand de plaider auprès de ses partenaires de la Communauté européenne pour qu'ils prennent position en faveur de la liberté, pour ces juifs, d'aller en Israël.

Le président du CRIF a fait état d'un message adressé par M. Mitterrand, le 11 avril, à M. Itzhak Shamir, le premier ministre israélien, qui lui avait fait à ce sujet, « Vous savez que la France, écrit-il, aux côtés d'autres pays, pour que les autorités israéliennes acceptent que les juifs d'URSS puissent quitter le pays et rejoindre l'Etat, il est heureux que la situation se soit considérablement clarifiée ».

De notre point de vue, il ne doit y avoir aucune condition ni aucun obstacle mis à l'arrivée des immigrants juifs en Israël.

Cette entrevue, la première que M. Kahn ait eue avec M. Mitterrand depuis son élection, en mai 1989, à la présidence du CRIF, s'est déroulée, selon le dirigeant communiste, dans une « ambiance cordiale et, même, chaleureuse ». Elle a permis d'évoquer, outre la question des juifs soviétiques, le problème du

racisme en France et en Europe. Les relations entre le président de la République et les représentants de la communauté juive s'étaient refroidies à la suite des réactions négatives de ces derniers à la première visite en France de M. Yasser Arafat, il y a un an.

P. J.

à Saint-Domingue

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le voyage du président Mitterrand à Saint-Domingue, en République dominicaine, a été l'occasion d'une rencontre avec le président de la République, le général Joaquín Balaguer.

Le Monde

La rédaction du journal est désormais installée dans ses nouveaux locaux.

15, rue Falguière 75501 PARIS CEDEX 15

Téléphone :

(1) 40-65-25-25

Télécopieur :

(1) 40-65-25-99

Télex :

206 806 F



Le Monde en direct sur RTL

comme par Christian VIANTEAU

EUROPE

URSS : après la déclaration franco-allemande

La Lituanie serait prête à faire certaines concessions

Les dirigeants lituaniens ont déclaré vendredi 27 avril être prêts à modifier trois lois dont le premier ministre soviétique, M. Nikolai Rykov, exige l'annulation avant toute négociation avec la république séparatiste balte. Néanmoins, les Lituaniens ont réaffirmé qu'ils ne reviendraient pas sur la proclamation d'indépendance du 11 mars, malgré le renforcement du blocus économique imposé par Moscou à la Lituanie.

M. Romualdas Ozolas, vice-premier ministre lituanien, a affirmé, lors d'une conférence de presse, que la République pouvait envisager d'amender les lois sur la citoyenneté, le service militaire dans l'armée soviétique et la propriété de biens réclamés par le

petit Parti communiste resté fidèle à Moscou en Lituanie. M. Rykov avait déclaré quelques heures auparavant à la télévision nationale que tout dialogue avec Moscou était impossible aussi longtemps que ces trois lois n'étaient pas abrogées.

A propos de l'appel au dialogue lancé la veille par Paris et Bonn, qui suggérait aux Lituaniens de « suspendre pendant un temps les effets » de la proclamation d'indépendance, le premier ministre lituanien, M. Kazimieras Pranskis, a déclaré : « Je ne pense pas que la France et l'Allemagne aient exprimé une position vraiment hostile aux intérêts de la Lituanie. » Le président du Parlement lituanien, M. Vytautas Landsbergis,

avait affirmé auparavant que les responsables lituaniens examineraient « avec attention » la suggestion de MM. Kohl et Mitterrand (le Monde du 28 avril).

La satisfaction du Kremlin

A Moscou, les autorités soviétiques n'ont pas caché leur satisfaction. M. Vadim Pavlov, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a affirmé qu'il n'y avait pas de réaction officielle de l'URSS à la déclaration franco-allemande, parce qu'elle ne s'adressait pas aux dirigeants soviétiques mais à M. Landsbergis. Mais il a ajouté : « D'après ce qui a été publié dans cette lettre, nous sommes en pré-

sence d'une initiative de dirigeants occidentaux cherchant à favoriser le dialogue (...) Nous notons que les dirigeants soviétiques souhaitent suivre la même voie. »

Un millier de personnes ont manifesté vendredi dans la capitale lituanienne pour protester contre l'appel de Bonn et de Paris et contre la conscription dans l'armée soviétique, a annoncé samedi Radio-Vilnius, en ajoutant que le nombre de personnes mises en chômage en raison du blocus économique a atteint dix mille. L'agence Tass a d'ailleurs indiqué samedi que Moscou a cessé ses livraisons de charbon à la Lituanie. (AFP, Reuters.)

RDA : la visite de M. Lothar de Maizière à Moscou

Berlin-Est veut respecter ses engagements envers l'URSS

Chef du premier gouvernement démocratiquement élu de la RDA, M. Lothar de Maizière était attendu samedi 28 avril à Moscou, afin de rassurer les Soviétiques sur le processus d'unification allemande. Accompagné de ses ministres des affaires étrangères, de la défense et de l'économie, il devait y avoir des entretiens avec le président Mikhaïl Gorbatchev et les principaux responsables soviétiques.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Cette visite, la première effectuée hors d'Allemagne par M. de Maizière, a été précédée par l'ouverture officielle, vendredi à Berlin-Est, des négociations sur la future union économique, monétaire et sociale entre les deux États allemands. Des deux côtés, on mettrait l'accent vendredi soir, à l'issue de la séance, sur les progrès rapides des discussions qui doivent en principe être achevées avant les élections municipales et locales du 6 mai prochain.

Les ministres de la défense de Bonn et de Berlin-Est, MM. Gerhard Stoltenberg et Rainer Eppelmann, qui se sont rencontrés dans l'aéroport Cologne-Bonn pour la première fois depuis la formation du gouvernement est-allemand, ont eux aussi apporté leur contribution à cette visite.

Ces derniers ont rendu publique une déclaration soulignant leur volonté de voir la future Allemagne réunifiée intégrée dans

l'OTAN sans que le territoire est-allemand et les forces armées allemandes qui y seraient stationnées fassent partie des structures militaires de l'alliance atlantique.

M. Martin Meckel (SPD), ministre est-allemand des affaires étrangères, avait longuement souligné jeudi dans un débat à la Chambre du peuple que cette intégration ne pouvait être qu'une solution provisoire en attendant les négociations sur un nouvel ordre de sécurité européen.

M. de Maizière paraît pour Moscou avec l'intention d'assurer que les liens étroits développés sous le régime communiste entre la RDA et l'URSS n'étaient mis en cause ni pour son gouvernement ni pour une future grande Allemagne. Son porte-parole, M. Matthias Gehlert, a indiqué que les conversations de Moscou porteraient sur l'unification allemande et le processus d'intégration européenne, les questions de sécurité et de désarmement et les relations économiques entre la RDA et l'URSS.

L'union économique et monétaire entre les deux Allemagnes inquiète en effet les alliés de la RDA au sein du Comecon. Le premier ministre est-allemand a toutefois réaffirmé qu'il entendait honorer tous les accords passés, et notamment ses engagements en matière de commerce extérieur avec l'Est. L'application des lois du marché, la restructuration des entreprises est-allemandes et, surtout, l'introduction du Deutschmark en Allemagne de l'Est à partir de juillet, va cependant compliquer les choses.

HENRI DE BRESSON

M. Dumas : « Nous ne demandons pas aux Lituaniens de renoncer à leur indépendance »

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a défendu, vendredi 27 avril, la déclaration franco-allemande de la veille sur la Lituanie, soulignant qu'elle constituait avant tout une « invitation au dialogue ».

« On ne demande pas aux Lituaniens de renoncer à leur indépendance, ce n'est pas possible, ce n'est pas envisageable », a poursuivi M. Dumas, qui se trouvait dans sa circonscription de Dordogne. « Il est dit au contraire dans ce texte (la

lettre de MM. Kohl et Mitterrand demandant au président Landsbergis de suspendre les effets de la déclaration d'indépendance) que les Lituaniens ne doivent renoncer à rien de ce qui a été la traduction de leur autodétermination, mais qu'il faut mettre cela entre parenthèses pour engager le dialogue avec Moscou. » Le ministre a également jugé « abusive » toute comparaison avec Munich.

Le gouvernement italien, par la voix du ministre des affaires étran-

gères Gianni De Michelis, a apporté son soutien à l'initiative franco-allemande ; à Washington, le département d'Etat a estimé que la lettre de MM. Kohl et Mitterrand constituait « un effort pour désamorcer la situation », sans toutefois appuyer formellement la démarche.

L'initiative a en revanche été abondamment critiquée au sein de l'opposition française. M. Alain Lamassouire, porte-parole de l'opposition sur l'Europe de l'Est, a

condamné ce « soutien ouvert de l'oppression qui inquiète, au-delà de la Lituanie, tous les défenseurs de la liberté ».

Pour M. Bruno Megret, du Front national, MM. Kohl et Mitterrand ont « capitulé » devant Gorbatchev. Quant au député UDF de Vendée Philippe de Villiers, il a comparé MM. Kohl et Mitterrand à MM. Daladier et Chamberlain, les accusant de « lâchage ». « J'ai honte pour mon pays », a écrit M. de Villiers dans un message au président lituanien.

ESPAGNE : remaniement ministériel

M. Luis Martinez Noval devient ministre du travail

M. Felipe Gonzalez, a nommé, le vendredi 27 avril, un nouveau ministre du travail, M. Luis Martinez Noval, quarante et un ans, député et secrétaire général des socialistes des Asturies. Il remplacera M. Manuel Chaves qui occupait ce poste depuis juillet 1986 et qui vient d'être nommé candidat à la présidence du gouvernement autonome d'Andalousie en vue des élections provinciales du 23 juin prochain.

MADRID

de notre correspondant

Le choix de M. Martinez Noval a provoqué la surprise générale (y compris celle de l'intéressé) s'agissant d'un relatif inconnu. Le portefeuille du travail revêt pourtant une grande importance politique alors que le gouvernement est engagé dans une délicate opération visant à recomposer ses relations avec les syndicats après une longue période de rupture. M. Gonzalez semble en fait avoir jugé plus prudent de jeter son dévolu sur un gestionnaire discret ne suscitant de rejet dans aucun secteur du parti en ce moment où le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) fait face à de sérieuses dissensions internes.

Le parachutage de M. Chaves en Andalousie a déclenché la crise. Nombre de responsables socialistes considèrent en effet qu'il était plus logique de présenter à la réélection l'actuel président du gouvernement andalou, M. José Rodriguez de la Borbolla. Tous les sondages indiquent en effet que

ce dernier trait parmi les socialistes celui susceptible d'obtenir le meilleur résultat. Mais M. Rodriguez de la Borbolla devait faire face à un lourd handicap : il avait fait preuve d'une trop grande autonomie à l'égard de Madrid que ne lui avaient pardonné ni les « apparatchiks » du parti, ni leur principal représentant au sein du gouvernement, le vice-président, M. Alfonso Guerra.

Ce coup de force a toutefois provoqué le mécontentement de plusieurs ministres, et non des moindres, qui considèrent que l'emprise de M. Guerra commence à porter préjudice à l'image des socialistes. Les « contestataires » considèrent que M. Guerra et l'appareil du PSOE se laissent entraîner à un sectarisme de parti incompatible avec la politique de modération et d'ouverture que les socialistes ont appliquée depuis leur arrivée au pouvoir il y a sept ans. Ils reprochent au vice-président d'utiliser un langage aux accents démagogiques contraire à l'image de modernité que le gouvernement a réussi à donner aujourd'hui à l'Espagne.

M. Gonzalez a jusqu'ici préféré maintenir une attitude de neutralité face à la lutte opposant son gouvernement et son parti. Ainsi, quoique personnellement partisan du maintien de M. Rodriguez de la Borbolla il a préféré ne pas imposer ce point de vue à l'appareil. M. Gonzalez entend, d'une part, rester fidèle à son vice-président à qui l'unit une amitié de près de trente ans et avec qui il a fait de concert toute sa carrière politique.

THIERRY MALINIAK

GRANDE-BRETAGNE

Londres libère trois Irlandais accusés de tentative de meurtre

La cour d'appel de Londres a libéré vendredi 27 avril trois citoyens irlandais emprisonnés pour tentative de meurtre sur la personne de M. Tom King alors que celui-ci était secrétaire aux affaires d'Irlande du Nord.

Martina Shanahan, vingt-quatre ans, John McCann, vingt-six ans, et Finbar Callen, vingt-neuf ans, avaient été condamnés en 1988 à vingt-cinq ans de prison pour avoir voulu tuer M. King, maintenant secrétaire à la Défense, ainsi que d'autres hommes politiques, des soldats et des juges britanniques.

La cour d'appel a motivé sa décision de les relâcher en déclarant que des propos tenus par M. King pendant leur procès avaient pu influencer le jury.

Les trois Irlandais ont été de nouveau arrêtés dès la sentence prononcée. Le Home Office (ministère de l'intérieur) a alors ordonné leur expulsion vers l'Irlande avec interdiction de revenir en Grande-Bretagne. (Reuters.)

AMÉRIQUES

CHILI : première grave difficulté pour M. Aylwin

La création d'une commission sur les crimes de la dictature suscite de vives critiques

L'annonce, faite le 24 avril par M. Patricio Aylwin, de la création d'une commission d'enquête sur les crimes commis durant les seize années de dictature a suscité de fortes critiques, tant à droite qu'à gauche. La définition de l'enquête ne satisfait personne. Pour la première fois depuis qu'il a succédé au général Pinochet, le président Aylwin se heurte à une grave contestation venant de tous côtés.

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

La « commission pour la vérité et la réconciliation » est chargée de « jeter la lumière sur les crimes horribles commis contre les droits de l'homme depuis le 11 septembre 1973 (jour du coup d'État militaire) ». Excluant la mise en accusation de quiconque, le chef de l'Etat invite les « sages » à établir la vérité « sur les cas de disparitions de personnes, d'excès de pouvoir, de morts sous la torture, mais aussi sur les tentatives de répression par des particuliers pour des motifs politiques ». Avec cette précision, les excès de la répression du régime militaire et les actions armées de l'extrême gauche sont presque mis sur un même plan. M. Aylwin savait la difficulté de sa démarche puisqu'il avait dit, le 24 avril : « Mon initiative sera jugée insuffisante par certains, dangereuse par d'autres. »

Depuis, cette initiative est devenue la première pomme de discorde entre le gouvernement et l'opposition de droite ; les conservateurs de Rénovation nationale et de l'Union démocratique indépendante la jugent « dangereuse et inadéquate ». Les deux formations estiment que la violence politique au Chili ne remonte pas au coup d'État de 1973 mais à l'adoption par l'extrême gauche et certaines fractions de la gauche, dans les années 60, des thèses castristes sur la « voie armée vers le socialisme ».

M. Aylwin avait pourtant pris soin de consulter longuement les dirigeants de Rénovation nationale avant de donner une forme définitive à son projet. Il avait pris le risque de froisser la gauche en n'incluant aucun de ses représentants dans la commission, alors que deux des neuf membres de celle-ci ont exercé une charge publique sous le régime militaire. Et comme les « sages » n'ont aucun pouvoir juridictionnel, ils ne remettront qu'un rapport à caractère purement consultatif.

Pour la première fois depuis la passation de pouvoirs, les conservateurs se retrouvent dans l'opposition et leur réprobation fait écho à celle que les forces armées manifestent, pour le moment, avec discrétion. Cette levée de bouclier aura en tout cas poussé les partis de gauche à faire corps autour de la présidence. Ravalant leurs critiques, ils se sont déclarés unanimement disposés à collaborer avec la commission.

GILLES BAUDIN

COLOMBIE : l'assassinat de Carlos Pizarro

Un démenti du groupe des « Extradables »

Les Extradables, un groupe de trafiquants de cocaïne colombiens, ont démenti vendredi 27 avril toute responsabilité dans l'assassinat de Carlos Pizarro, ancien leader guérillero et candidat à la présidence colombienne.

Dans un communiqué envoyé à plusieurs organes d'information de Bogotá, le groupe, qui s'oppose à l'extradition vers les États-Unis de trafiquants colombiens, nie avoir organisé l'assassinat de Carlos

Pizarro en soulignant que le dirigeant de gauche était lui-même hostile à l'extradition des trafiquants et que les trafiquants n'avaient par conséquent aucune raison de le faire tuer. Une heure après l'annonce, un homme avait téléphoné à une radio de Bogotá, Radio Caracol, pour affirmer que l'ex-leader du M-19 avait été tué sur ordre des Extradables. (AFP.)

Roumanie : M. Ilescu refuse tout dialogue avec l'opposition

Suite de la première page

M. Ilescu a toutefois exclu le recours à la force pour déloger les manifestants de la place de l'Université. « Nous les laisserons macérer dans leur jus jusqu'aux élections du 30 mai bien qu'ils nous dérangent », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

Venus pour la plupart en autobus de l'ensemble du pays, les partisans du Front de salut national (FSN), en très grande majorité des ouvriers, interrompirent à plusieurs moments le discours du président en scandant : « Ilescu, ne vide pas ! » ou « Ilescu ne parle pas, le pays est avec toi ». Une fois la manifestation officiellement terminée, plusieurs milliers de personnes défilèrent dans les rues de la périphérie de Bucarest, passant devant l'immeuble de la télévision.

On crut alors un moment que le pire allait peut-être se produire et que les « pro-fronistes » avaient décidé d'en découdre avec ceux qui continuèrent à exiger, sur la place de l'Université, le départ de Ion Ilescu, réprimant ainsi le scénario qui s'était déroulé fin janvier lorsque des milliers de partisans du Front étaient venus interrompre une manifestation organisée par les partis traditionnels, dont les locaux avaient été saccagés au cours de ces journées.

Hooligans en tous genres...

L'affrontement n'a pas eu lieu mais, samedi matin, les opposants au pouvoir occupèrent toujours la place de l'Université. Rassemblement bigarré et imaginaire qui contrastait singulièrement avec l'uniformité de la manifestation de l'après-midi. De Florin Vieru - le « garroté de Bucarest », dont la photo en train de brandir un drapeau tricolore troué a fait le tour du monde - à de vieilles dames bien dignes en passant par de très nombreux étudiants, ils occupent donc depuis plusieurs jours une zone qu'ils ont déclarée eux-mêmes « interdite aux communistes ».

Beaucoup d'entre eux portent un badge « golan » (hooligan), pour répondre à Ion Ilescu, qui les avait ainsi traités il y a deux jours. Certains brodent même sur ce thème. Il y a des « golan 120 % », des « golan de soixante ans » et même un « golan hooligan ». Entre deux discours, tous reprennent en chœur ce qui est devenu leur hymne : « Nous ne partirons pas d'ici, nous ne retournerons pas à la maison tant que nous n'aurons pas notre liberté ».

Principaux slogans : « Ilescu égale Ceausescu », « le Front, qu'est-ce que c'est ? le Parti communiste ». Officiellement, la manifestation est « apolitique » et les responsables, si tant est qu'il y en

ait, font partie d'organisations peu structurées : le Groupe indépendant pour la démocratie, la Ligue des étudiants, l'Alliance du peuple, l'Association du 21 décembre, le Forum antitotalitaire...

Mai 1988 ? Peut-être. Mais un mai 1988 où l'on entendrait malgré tout d'étranges discours. Cet orateur, applaudi à tout rompre, en appelle par exemple à l'instauration d'« une grande Roumanie ». « Moldavie, Valachie, Transylvanie », scandent la foule. Un étudiant en théologie demande, pour sa part, que le président de la République prête désormais serment non sur la Constitution mais sur la Bible. « Ilescu tu es athée, tu vas être puni par Dieu », déclare-t-il. « Dieu avec nous », répond la foule.

Celle-ci, malgré sa grande diversité, s'accorde sur ce qui reste à ses yeux l'essentiel : le départ des anciens membres du Parti communiste roumain de tous les organes dirigeants du pays. Apparemment, les contestataires n'ont pas l'intention de quitter la place de l'Université, certains y passeront même la nuit sur des matelas de fortune, autour de petits feux de camp. Le pouvoir va-t-il les déloger de force ? Cela semble peu probable. Ion Ilescu préfère sans doute laisser ces abus de fixation ouverte. Le risque subsiste d'affrontements avec les partisans du Front, qui ont été confortés par le succès de leur manifestation de vendredi. La campagne électorale roumaine commence donc dans un climat bien peu propice au débat démocratique.

JOSÉ-ALAIN FALON

Mgr Lastiger à Bucarest. - Le cardinal-archevêque de Paris, Mgr Jean-Marie Lustiger, se rend dimanche 29 et lundi 30 avril à Bucarest, à l'invitation de Mgr Ioan Robu, archevêque de la capitale roumaine. Il assistera à la messe solennelle qui sera célébrée en la cathédrale de Bucarest à l'occasion de l'installation de Mgr Robu dans ses nouvelles fonctions. Celui-ci avait été nommé le 15 mars archevêque de Bucarest par le pape Jean-Paul II. (AFP.)

URSS : Plusieurs blessés au cours d'une manifestation à Sverdlovsk. - Les tirés de soldats du ministère de l'Intérieur soviétique, jeudi 26 avril, au cours d'une manifestation d'Arméniens qui exigeaient la libération de deux de leurs, à Stepanakert, chef lieu du Haut-Karabakh, ont fait deux blessés, a indiqué vendredi l'agence Tass. Cinq soldats et deux membres locaux de la milice ont également été blessés. (AFP.)

Voici la seule machine miniaturisée, sa petite machine avant plus que d'aujourd'hui. L'effervescence vous remercie pour...

RDA : la visite de M. Lothar de Maizière à Moscou Berlin-Est veut respecter ses engagements envers l'URSS

Chef du premier gouvernement démocratiquement élu de RDA, M. Lothar de Maizière était attendu samedi 28 avril à Moscou, afin de rencontrer les dirigeants soviétiques et de discuter des problèmes de coopération économique. Accompagné de ses ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Économie, il devait y avoir des entretiens avec le président Mikhaïl Gorbatchev et les principaux responsables soviétiques.

Il n'est pas sûr que le terrain soit favorable et les forces soviétiques qui y seront présentes fassent partie des structures militaires de l'alliance soviétique.

M. Markus Meckel (SPD) avait été élu président de la RDA dans un débat à la Chambre. Il avait été élu qu'une semaine avant le début de la conférence de Berlin.

M. de Maizière avait promis aux Allemands de l'Est de respecter les engagements de la RDA envers l'URSS. Il avait promis de respecter les engagements de la RDA envers l'URSS.

HENRI DE BRUN

Roumanie : M. Iliescu refuse tout dialogue avec l'opposition

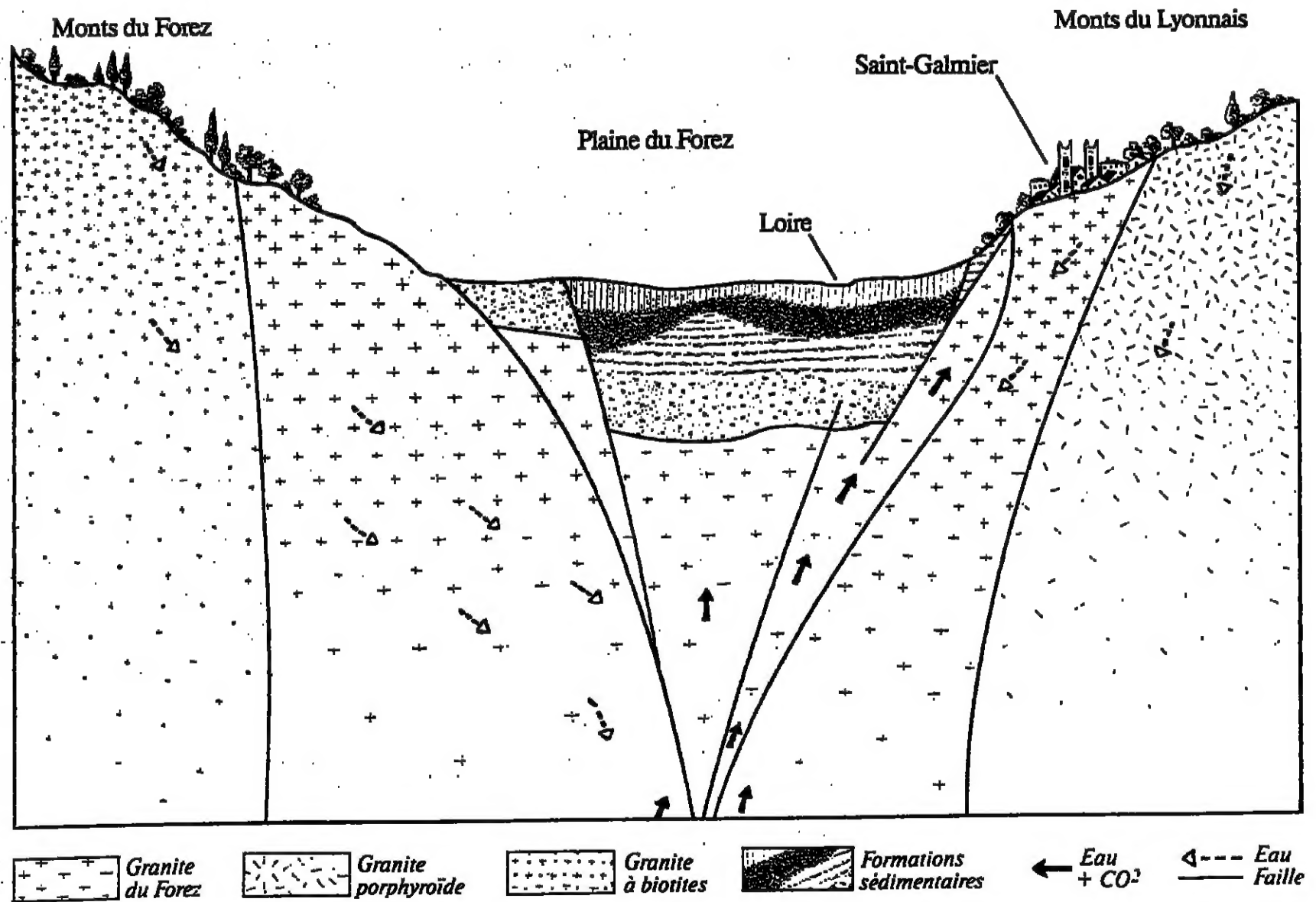
Suite de la première page.

M. Iliescu a refusé de dialoguer avec l'opposition. Il a déclaré que le régime n'était pas prêt à négocier avec les opposants. Il a déclaré que le régime n'était pas prêt à négocier avec les opposants.

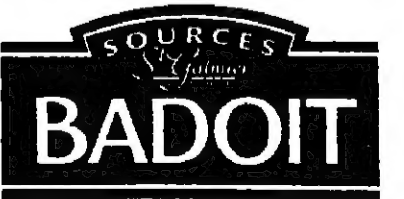
M. Iliescu a refusé de dialoguer avec l'opposition. Il a déclaré que le régime n'était pas prêt à négocier avec les opposants. Il a déclaré que le régime n'était pas prêt à négocier avec les opposants.

ALAIN PIRE

Pas si simple de produire du jour
au lendemain deux fois plus de bouteilles
avec de telles installations.



Voici la seule machine au monde capable de fabriquer de la Badoit. Depuis toujours, c'est elle, et elle seule, qui procure à la Badoit sa minéralité, sa pétillance et sa saveur uniques. Il semblerait d'ailleurs que personne ne s'y soit trompé, sa consommation ayant plus que doublé en quatre ans. Ce qui explique la situation originale dans laquelle Badoit se trouve aujourd'hui: l'effervescence de la demande est telle que la production ne suffit pas toujours à la satisfaire. Aussi, nous vous remercions pour votre compréhension s'il lui arrive parfois de venir avec un peu de retard sur votre table.



ASIE

MONGOLIE

La réforme politique « exclut tous ceux qui ne se réclament pas du socialisme »

nous déclare un des dirigeants de l'opposition

Une dizaine de milliers d'opposants ont manifesté, vendredi 27 avril, devant le siège du gouvernement à Oulan-Bator en faveur du remplacement du Parlement actuel par une Chambre multipartite en attendant les élections générales prévues en juillet. Aucun incident n'a été signalé en dépit d'une présence renforcée de l'armée sur les lieux. Nous avons reçu de M. Tsolmon, un des dirigeants de l'Association démocratique mongole et membre du comité de coordination politique du parti démocratique mongol (PDM) parti d'opposition, ce témoignage sur les limites des réformes à Oulan-Bator.

« La récente réunion de l'Assemblée nationale n'a pas répondu à nos attentes. Elle a débattu pendant des heures de points futiles et a laissé sans solution la question fondamentale : la Mongolie aura-t-elle un régime démocratique fondé sur la multiplicité ? »

« Le gouvernement avait promis de discuter avec nous avant le congrès du parti et de l'Assemblée. Ces discussions ne se sont pas produites et les réunions importantes

ont eu lieu sans qu'on nous ait consultés. Le résultat est pitoyable surtout sur deux points.

« Tout d'abord, à propos de l'emploi du mot « socialisme » dans la Constitution. Nous avions exigé la refonte de l'article 82 qui consacrait l'hégémonie du Parti populaire révolutionnaire (PPRM) et qu'on adopte un texte qui permettrait de légaliser tout parti luttant pour « une société démocratique et humaine ». Le texte adopté par l'Assemblée ne reconnaît que les partis luttant pour « un socialisme démocratique et humain » et exclut en pratique tous ceux qui ne se réclament pas du socialisme, comme notre parti.

« Ensuite, à propos du découpage électoral. Notre mouvement a surtout gagné les villes, et la campagne est restée à peu près ignorante de ce qui s'est passé, parce que la presse officielle s'est bien gardée de l'en informer. On a donc fait jouer à ces gens le rôle qu'on leur réservait à l'Assemblée : on leur a fait applaudir l'adoption du mot « socialisme » et soutenir une carte électorale électorale : un député pour dix mille habitants à Oulan-Bator et un pour trois mille à la campagne. Les communistes savent bien que, en ville, les mouvements démocratiques peuvent obtenir la moitié des voix.

Staline, Pol Pot et Tsedenbal...

« En outre, la loi de financement des partis interdit tout financement en provenance de l'étranger. N'avez-vous pas vu le cas de la Mongolie, qui pendant soixante ans, a été financée par l'étranger ? »

« A vrai dire, on ne pouvait guère obtenir de cette Assemblée que ce pour quoi elle a été faite. On a donc entendu tous les refrains. Par exemple : l'amitié avec les Russes. L'ambassadeur soviétique est l'ancien chef du PC d'Urss, et certainement en aucune façon un diplomate. Il ne cache pas qu'il entend donner des leçons aux Mongols. » (AFP).

gols ; nous avons demandé son renvoi.

« Il est difficile de faire comprendre à des Européens dans quelle atmosphère de terreur nous vivons. L'atmosphère de terreur. Le Komintern a joué trop longtemps un rôle écrasant. C'est lui qui a autrefois transformé le Parti mongol en un parti marxiste-léniniste, et autres « istes » étrangers aux Mongols. Mais des formules comme « la dictature du prolétariat » passaient pour universelles, au mépris de toute réalité. Et c'est ce mépris qui a produit Enver Hodja, Mao Zedong, Staline et Ceausescu, Kim Il-Sung et Pol Pot, et Tsedenbal (1). Beaucoup de nos départs ont vécu toute leur vie avec « le parti » pour horizon. Quand on leur a dit qu'il y avait des gens pour vouloir d'autres partis, ils ont cru au naufrage.

« Nous voulons un système politique pluraliste. Il faut que les principes soient nets, sans quoi les risques sont grands, même avec des hommes de qualité : voyez comment se conduit M. Gorbatchev en Lituanie.

« Nous n'avons rien contre l'existence d'un parti communiste. S'il y a des gens qui se reconnaissent en lui, il est normal qu'ils s'expriment. Mais il faut que ce soit le discours de ce parti, et non pas automatiquement la ligne gouvernementale.

« Nous demandons que cessent les activités de la société soviéto-mongole. Mongolssoviets, qui exploite les mines de métaux ; le contrat ne nous paraît pas équitable et il doit être révisé. Les Russes ont certainement aidé la Mongolie, mais les produits que nous obtenons d'eux en échange d'indispensables matières premières sont toujours de basse qualité.

« M. Gorbatchev a révélé il y a quelques mois que la dette mongole s'élevait à plus de 9 milliards de roubles, c'est-à-dire, si l'on convertit en roubles mongols 20 000 tégricks par habitant. Le salaire moyen annuel est d'environ 7 000 tégricks. Les députés soviétiques ont réclamé

le paiement de cette dette. Personne n'est capable de vérifier l'addition parce que, par exemple, avant les années 60, il n'y avait pas de compte.

« Malgré tout, l'essentiel demeure l'établissement d'une démocratie réelle et la fin de ces comportements stupides qui faussent les sentiments en même temps que les comptes. Notre parti ? Le PDM est au fond un parti bourgeois. Nos militants eux-mêmes ont été choqués du mot, quand je l'ai d'abord prononcé. Mais c'est bien cela. Nous voulons trois types de propriétés : d'Etat, coopératives et privé. Nous voulons lever les restrictions de quotas qui pèsent sur la propriété privée, et le résultat sera qu'on verra fleurir quantité de petits propriétaires. Naturellement, apparaîtront clairement des disparités de richesse, mais les gens apprendront à compter, au lieu de n'être que des chiens. On peut en attendre une dynamique nouvelle qui sorte la Mongolie de cette pénible grisaille qu'elle offre trop souvent.

(1) Ancien numéro un du régime, réfugié à Moscou (NDLR).

Nouveau refroidissement des relations franco-chinoises

Le léger mieux qui se dessinait dans les relations entre la France et la Chine, presque un an après la répression du « printemps de Pékin », s'est évanoui.

PEKIN

de notre correspondant

Pékin n'a pas encore réagi officiellement au report sine die de la visite de M. Jean de Lipkowski, envoyé spécial de M. Michel Rocard, qui devait avoir au cours de son voyage des entretiens avec la haute direction chinoise sur les perspectives d'amélioration de ces relations. Mais la notification de ce report, faite mercredi 25 avril à l'ambassadeur de Chine à Paris, M. Zhou Jue, a été accueillie par l'intéressé comme un nouveau camouflet français.

Le voyage de M. de Lipkowski a été annulé pour le moment en raison de l'inculpation du mari chinois de la journaliste française Agnès Gaudu.

M. Wang Du, âgé de trente-trois ans, peintre indépendant des circuits officiels, avait été placé en garde à vue le 27 septembre 1989 à Canton, sa résidence en Chine méridionale. Il est reproché des déclarations publiques jugées « contre-révolutionnaires » proférées au cours du mouvement contestataire du printemps précédent, époque à laquelle des millions de citoyens chinois se sont laissés aller à des propos anti-gouvernementaux.

Agnès Gaudu, journaliste indépendante qui a étudié et travaillé en Chine et qui est auteur d'un livre bien documenté sur ce pays, *L'Empire déchu* (Éditions Ramsay), avait été autorisée pour la première fois à rencontrer son mari en prison le 23 avril.

C'est à cette occasion que l'ouverture formelle d'une enquête judiciaire pouvant mener M. Wang Du devant les tribunaux, où il risque une bonne dizaine d'années de prison, lui a été notifiée. M. de Lipkowski devait intercéder auprès du gouvernement chinois pour que M. Wang Du fasse l'objet d'une mesure de clémence. Le peintre, selon son épouse, est en mauvaise santé et ne reçoit pas de traitement médical approprié.

Pékin semble par cette mesure se venger de l'arrivée récente en France de M. Chai Ling, une des figures du soulèvement étudiant de l'an dernier les plus recherchées par ses policiers. Si la Chine avait commencé à prendre son parti de la présence régulière en France des autres dissidents ayant fui la répression des mois chauds de l'été 1989, la réapparition si tardive, hors de ses frontières, de la jeune femme après une « cavale » dans laquelle elle paraît avoir bénéficié de complicité haut placée, est ressassée par la direction chinoise comme une gifle sévère.

Le gouvernement français a, semble-t-il, jugé que la date choisie par les autorités chinoises pour annoncer à Agnès Gaudu l'inculpation de M. Wang Du, avec qui elle s'était mariée à Canton une semaine avant son arrestation, équivalait à placer la France devant un chantage.

FRANÇOIS DERON

AFRIQUE

TCHAD : faute d'accord avec Tripoli sur la bande d'Aozou

N'Djamena va demander l'arbitrage de la Cour internationale de justice

Convaincu, après de vains palabres au sein d'une commission mixte, qu'il est impossible de s'entendre avec la Libye sur la question de la bande d'Aozou, le Tchad a décidé de porter, dès le 1^{er} septembre prochain, son différend territorial avec Tripoli devant la Cour internationale de justice de La Haye, comme le prévoit l'accord-cadre de paix signé le 31 août dernier à Alger. C'est ce qu'a annoncé, vendredi 27 avril, à Paris, où il a rencontré M. Roland Dumas, son homologue français, M. Achelil Ibrahim Omar, ministre des affaires étrangères de N'Djamena.

Les autorités de N'Djamena qui perdent d'expérience, n'en démontrent pas : leur voisin du nord, le colonel Kadafi, est un horrible personnage. Aussi se désolent-elles de constater, par la voix de M. Omar, un « relâchement de la vigilance de l'opinion publique internationale » à l'encontre du très remuant chef de la Révolution libyenne qui « essaie de se refaire une virginité afin d'avoir les mains libres pour aggraver le Tchad ».

Pour les autorités tchadiennes, le colonel Kadafi reste égal à lui-même. « Il a changé de style mais pas d'objectifs », assure M. Ibrahim Omar qui s'élève contre « des brevets de respectabilité décernés par certains dirigeants », français notamment, à ce « roi-en-guerre ». Rappelant, jeudi 26 avril, la communauté musulmane de N'Djamena à l'occasion de la fin du Ramadan, M. Ibrahim Omar, le chef de l'Etat, n'y a pas été par quatre chemins : « A l'heure de la prière, à ce « précher parousa la guerre sainte contre l'esclavage libyen ».

La violence de ces propos n'a d'égal que celle des combats qui ont opposé, une fois encore, fin mars, à la frontière soudanaise, les troupes de N'Djamena à des unités rebelles conduites par M. Ibrahim Omar, ancien conseiller militaire de M. Habré passé à la dissidence il y a, un an lors d'un putsch avorté. « Nos forces ont

versé abondamment leur sang », a reconnu le chef de l'Etat mais M. Ibrahim Omar n'évalue les pertes du côté gouvernemental qu'à « quelques dizaines de morts et plus de cinquante blessés ».

A en croire le ministre, qui s'est rallié au régime de M. Habré en novembre 1988, « cette légion islamique était formée de Tchadiens, de Soudanais et d'autres Africains, mais elle était équipée et entraînée par les Libyens ». Et d'ajouter : « L'allègement du dispositif militaire français Epervier a encouragé Tripoli à nous agresser ».

« Débordements »

« Toutes nos structures militaires et nos services de sécurité ont été mis en place pour faire face à la guerre », explique M. Ibrahim Omar pour excuser les « débordements » auxquels ceux-ci se sont parfois laissés entraîner et contre lesquels les organisations humanitaires ont récemment protesté. « Nous avons vécu une situation d'exception et nous ne disposons d'une Constitution que depuis décembre dernier », souligne le ministre.

Tenté de ne pas attacher une « grande importance » aux accusations d'Amnesty International et du Comité international de la Croix-Rouge pour éviter d'ouvrir une polémique, M. Omar les juge cependant « irrecevables ». « Elles épousent la position libyenne, se plaignent. On parle toujours des prisonniers libyens entre nos mains et jamais des nôtres aux mains de nos adversaires ».

L'un des trois acteurs du putsch manqué d'avril 1989 est, selon la version officielle, « mort de ses blessures » : Hassan Djamous, ancien commandant en chef des forces armées. Le deuxième, Ibrahim Deby, joue les coupeurs de gouverner en rond. Le troisième, M. Mahamat Ibo, ancien ministre de l'Intérieur, serait détenu au secret : « Il n'est pas exclu qu'il soit vivant », indique, bon prince, M. Ibrahim Omar.

JACQUES DE BARRIN

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

Cinq dirigeants du Congrès National Africain (ANC), ont fondé pour la première fois, vendredi 27 avril, le sol sud-africain après plus d'un quart de siècle en exil.

Outre M. Joe Slovo, soixante-trois ans, secrétaire général du parti communiste sud-africain, le groupe comprenait le secrétaire général de l'ANC, M. Alfred Nzo, soixante-quatre ans, le commandant de sa branche armée, M. Joe Modise, soixante ans, le chef du département international, M. Thabo Mbeki, quarante-sept ans, et le chef du département religion, M. Ruth Mompoti, soixante-cinq ans.

Tous avaient fui le pays entre 1962 et 1964. Ils appartenaient à l'organe suprême de l'ANC, le Conseil National Exécutif (NEC), basé à Lusaka et doivent participer du 3 au 4 mai à la première réunion officielle entre le mouvement nationaliste et le régime de Pretoria. Trois autres membres du NEC sont arrivés en leur compagnie de Lusaka, où l'ANC avait établi son quartier-général après son interdiction en 1960. Environ le tiers de l'ancienne direction en exil de l'ANC se trouve déjà sur le sol sud-africain, dont certains comme M. Slovo sont toujours considérés par la communauté blanche comme des ennemis publics numéro un.

Au cours d'une brève conférence de presse après leur arrivée au Cap, M. Nzo a déclaré : « Notre principale tâche ici sera d'explorer avec la délégation du régime de l'apartheid les possibilités de faire disparaître certains obstacles afin de permettre au processus de négociations de se dérouler ».

Expliquant qu'il voulait « rassurer » la communauté blanche, M. Nzo a affirmé qu'elle n'avait « rien à craindre » d'une « démocratie non-raciale », aboutissement inévitable, à-t-il dit, du processus de négociations. M. Slovo a recherché un peu plus tard en indiquant : « nous sommes venus dans un esprit de conciliation ». Interrogé sur ses sentiments, il a répondu avec humour : « comme j'étais en train de le dire lorsque j'ai été grossièrement interrompu il y a 27 ans, nous sommes sur la bonne voie ».

Par ailleurs, M. Oliver Tambo, président de l'ANC, a quitté, jeudi, la Suède où il était hospitalisé depuis le début du mois de janvier, pour Londres d'où il doit, en principe, repartir pour l'Afrique du

Sud. M. Tambo avait été victime, en août dernier, d'une congestion cérébrale.

D'autre part à Johannesburg, un ancien membre des services de sécurité spéciaux de la municipalité, M. Hannes Gouw, qui avait révélé les activités illégales de cet organisme à l'encontre des militants anti-apartheid, a annoncé, vendredi, qu'il connaissait l'assassin du professeur David Webster, abattu le 1^{er} mai 1988 à Johannesburg. Il a révélé à la commission chargée de mener l'enquête sur cette organisation que l'assassin s'appellait Paul de Swart.

Avec le témoignage de M. Gouw devant le juge Victor Hienstein, un lien est établi pour la première fois entre les services spéciaux de la ville - dont les activités ont été révélées par le journaliste - et les escadrons de la mort, sur lesquels enquête un autre juge, M. Louis Hams - (AFP, Reuters).

PUBLICATION JUDICIAIRE Conduits Matière

OUVRAGES D'ART PRÉFABRIQUÉS EN BÉTON ARMÉ

Par jugement du 17 avril 1990, le Tribunal de Commerce d'ARLAGE a :

Ordonné que CROZET-POURTY, VIERA BLOCS et PIERRES, ont commis des agissements contraires au bon de concurrence déloyale et de publicité trompeuse :

En conséquence, condamné les solidaires les trois demandeurs à réparer l'indemnité subie par la STE MATHERE :

— Pour les faits de concurrence déloyale : 100 000 F (cent mille francs) ;

— Pour les faits de publicité trompeuse : 100 000 F (cent mille francs) ;

— Ordonné la condamnation des trois de concurrence déloyale et de publicité trompeuse des STE CROZET-POURTY, VIERA BLOCS, de la PIERRE, de leur Bureau d'Etudes et de leurs éventuels licenciés ou sous-traitants, sous réserve d'être de 20 000 F par jour à compter du présent jugement ;

Condamné à publier les présentes et payer et porter à la STE MATHERE la somme de 50 000 F (cinquante mille francs) en plus de l'article 700 du NCPC, ainsi qu'il leur est dû ;

Ordonné la publication de ce jugement sur tous les supports de l'ANC, à l'exception de la STE MATHERE ;

Ordonné l'indemnité présente du présent jugement nonobstant toutes voies de recours et sans appel.

Rocard cap

N'Djamena va demander l'arbitrage de la Cour internationale de justice

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

AFRIQUE DU SUD

POLITIQUE

**N'Djamena va demander l'arbitrage
de la Cour internationale de justice**

[illegible]

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

[illegible]

A l'Assemblée nationale

La discussion générale a permis l'adoption, sous l'indication de M. Alain Madelin — malheureusement il n'y avait pas dans le nombre de représentants du statut de la Régie — de modifications de l'attitude des socialistes, qui, bien dénonçaient une réforme « inutile, inopportune et néfaste », pour la mettre en œuvre aujourd'hui. « Le bon sens a fini par triompher, le mal a été vaincu », s'est félicité le député UDR de l'Ille-et-Vilaine. Pour donner un peu d'air à ce projet, une autre proposition a été présentée, la modification du statut UDR « bancale » et qu'elle souffrait de « n-nd » (présidents à nationalisation en privatisation).

Quant à M. François Barot (RPR) de l'Ain, il n'avait pas manqué d'être écouté.

La discussion de ce texte par l'Assemblée nationale doit avoir lieu le mercredi 2 mai. Selon le Front national, cette proposition de loi « reprend des dispositions de la législation stalinienne ».

Les lois adopte la proposition de loi sur la répression du racisme

gouvernement de vouloir « créer un délit d'opinion ».

Polémique au PS

D'autre part, la campagne nationale d'affichage commercial que le PS a décidé de lancer contre le racisme à partir de ce week-end sur le thème « Le racisme sera-t-il le Mur des Français ? » suscite déjà une polémique à l'intérieur même du Parti socialiste.

M. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin, a en effet estimé, vendredi 27 avril, au terme d'une audition avec le premier ministre, que ces « mesures de répression »

naissance à concurrence de 25 % du capital, la part de l'Etat descendra à 56 % du capital, so part dans les droits de vote restant - sauf décision contraire du Parlement - à 75 %. S'il est écrit que ces 75 % pourront être détenus directement ou indirectement, c'est que nous avons tenu à ne pas verrouiller les choses, à ménager l'avenir, des compagnies financières pourraient venir en renforcement de ce capital, ce qui est d'une extrême importance pour l'Etat, que je n'insiste pas. Mais, d'une façon générale, cette alliance entre des compagnies d'assurances et des banques et des entreprises industrielles, pour éviter une asphyxie financière, ne me paraît pas une mauvaise chose. »

PIERRE SERVANT

- gouvernement de vouloir « créer
un délit d'opinion ».

La discussion de ce texte par l'Assemblée nationale doit avoir lieu le mercredi 2 mai. Selon le Front national, cette proposition de loi « reprend des dispositions de la législation stalinienne. » M. Jean-Marie Le Pen a accusé le

la plaque » : « On peut faire une campagne antiraciste, a déclaré le maire de Mulhouse, membre du courant Socialisme et République, quand par ailleurs on engage également le débat sur l'immigration. Si on ose le faire, on peut effectivement être crédible. Mais si on réa-

lisse ce type de campagne pour éviter d'aborder le sujet lui-même sur lequel on se sait en peu divisé, ce n'est pas une bonne opération. La forme même de cette campagne est incompréhensible. Si on s'adresse à des gens convaincus que le racisme, c'est la pire des choses, ce n'est pas la peine de faire une campagne. Par ailleurs, si on s'adresse aux gens qui n'ont pas de convictions, il faut alors avoir une pédagogie de l'uction sur les points qui les touchent dans leur vie quotidienne. »

Le responsable de cette campagne, M. Bernard Roman, a vivement réagi à ces propos en disant : « Sur ce terrain plus que sur tout autre, les socialistes ne doivent jamais s'excuser d'être socialistes. Prenons garde à ne pas tomber dans le piège de situer l'antiracisme en situation sur le même plan. L'union est une règle inéluctable, l'autre une politique indésirable. »

Création au Sénat d'un Conseil national des fondations

son, qui a cité le cas de M. Raymond Barre, a souligné que lors du vote du projet gouvernemental, « des députés non inscrits, des membres de l'UDF et des membres

M. Michel Kocard doit s'entretenir avec M. Léopold Jorédié le lundi 30 avril à 12 heures, et avec M. Jacques Lafleur le vendredi 4 mai à 11 heures.

« De la chute du mur à la réunification allemande, » Tel était le thème d'une discussion argentine, jeudi 26 avril à l'Institut de Montreuil (Seine-Saint-Denis), par le Forum multiculturel, « lieu de débat ouvert » réunissant communistes et non-communistes depuis le mois de janvier, dont M. Jean-Pierre Brard, député et maire PCF de la ville est l'un des fondateurs. Partisan de « vrais débats », c'est-à-dire « entre les vivants et les morts », le directeur de l'école du cinéma de RDA, M. Lothar Bisky, député du PDS, l'ancien parti communiste est-allemand, M. Bisky avait donné son accord en février mais quelques jours avant le débat, c'est arrivé. Explications variées données aux trois cent cinquante personnes qui s'étaient déplacées, jeudi à la mairie de Montreuil : une démission, une absence, un membre du public ne pouvant passer de sa présence, son séjour à Paris étant trop court ou son médecin lui déconseillant ce déplacement.

Le mois dernier, le même Forum avait organisé un autre débat sur le thème de « la Tchecoslovaquie en mouvement », avec des représentants du Forum civique, des communistes exclus du PCT après 1988 et le premier secrétaire du comité central de ce parti, M. Vasil Mohorits. La présence à Montreuil de M. Mohorits n'étant pas du goût de la direction du PCF, la section de politique extérieure, dirigée par M. Maxime Granez, lui avait demandé, en vain, de ne pas participer pas à ce débat. Vous avez dit « démocratie », comme l'indique le titre du dernier livre de J. Marchais ?

PERIGUEUX

le mouvement préfectoral suivant :
M. Philippe Callède, préfet hors
cadre, a été nommé préfet des
Ardennes, et M. Hubert Perrot,
préfet hors cadre, a été nommé
délégué pour l'action extérieure
des collectivités locales.

Le conseil des ministres a décidé le mouvement préfectoral suivant : M. Philippe Callède, préfet hors cadre, a été nommé préfet des Ardennes, et M. Hubert Perrot, préfet hors cadre, a été nommé délégué pour l'action extérieure des collectivités locales.

Pris au mot



1

F

'ANDRÉ LAURENS

Le projet de loi sur le Création d'un Conseil natio

s fondations d'entreprise

au Sénat

onnel des fondations

**Le PCF
et M. Guéna (RPR)
se font des politesses**

PERIGUEUX

de notre correspondant
L'Humanité du vendredi 27 avril a publié une interview de M. Yves Guéna, RPR, ancien ministre, sur l'indépendance nationale menacée selon lui, comme aux autres des dirigeants du PCF, par le

En Dordogne, on est habitué aux alliances tactiques passées entre le maire de Périgueux, sénateur RPR, et les maires communistes de la banlieue, alliances qui agacent les socialistes, majoritaires dans le département. Mais la place accordée par *l'Humanité* à M. Guéna

« n'est pas passée inaperçue. Le 8 mars dernier, cent cinquante-sept personnalités de la Dordogne, toutes opinions confondues, avaient signé un texte rédigé à l'initiative d'un groupe d'anciens résistants qui en appelaient à l'opposition publique face au « danger d'hégémonie économique, financière et politique » que pourrait

exercer l'Allemagne réunifiée. Quelques jours plus tard, à l'initiative cette fois du conseiller général de droite de Mussidan, M. Gérard-Jean Chevallier, l'Assemblée départementale approuvait ce texte à l'unanimité, y compris M. Michel Suchot, député socialiste proche de M. Chevènement.

M. Guéna déclare notamment que « la réunification de l'Allemagne est chose faite et que la plus grande puissance économique de l'Europe, la Russie soviétique mise à part, ne peut pas ne pas avoir d'ambitions politiques ». Le maire de Périgueux reconnaît que « beaucoup de choses se séparent des communistes » mais « nous ne sommes pas nous-mêmes des communistes ».

**Mouvement
préfectoral**

Le conseil des ministres a décidé le mouvement préfectoral suivant : M. Philippe Callède, préfet hors cadre, a été nommé préfet des Ardennes, et M. Hubert Perrot, préfet hors cadre, a été nommé délégué pour l'action extérieure des collectivités locales.

100

RL

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Pour les dix années prochaines Le gouvernement prévoit « un effort sans précédent » en matière d'enseignement supérieur

Le schéma national d'aménagement des enseignements supérieurs pour les dix prochaines années, baptisé « Universités 2000 », est sur les rails. Il sera présenté par M. Lionel Jospin au conseil des ministres du 16 mai. Le ministre de l'Éducation nationale et le premier ministre annonceront le montant de l'enveloppe financière que l'État entend consacrer, ainsi que le mode de financement adopté. « Ce sera un effort sans précédent », avertit M. Claude Allègre, conseiller spécial auprès de M. Jospin, en détaillant, vendredi 27 avril, le calendrier de la concertation qui devrait conduire à « boucler vers le mois de novembre le premier plan national plurianuel jamais conçu à cette échelle ».

Il s'agit de répondre à un « double défi », selon M. Allègre : faire face à la forte croissance prévisible du nombre d'étudiants (350 000 de plus en 1994 par rapport à 1990, soit 32,3 % d'augmentation) tout en conservant à l'Université la

qualité qui lui permettra d'être compétitive à l'horizon de 1993. Le plan d'aménagement que se propose de mettre en place le gouvernement ne concerne donc pas que l'accueil des 80 % de bacheliers annoncés par toutes les statistiques : « Les constructions universitaires ne seront que la conséquence d'une politique cohérente », affirme le conseiller du ministre. Celle-ci englobera aussi bien l'architecture des campus que celle des formations et des diplômes, la répartition des antennes universitaires dans les régions, la création de « pôles européens » compétitifs, etc. Bref, le qualitatif autant que le quantitatif.

Assises nationales

Le plan sera préparé à travers une très large concertation menée aux niveaux régional et national, à l'intérieur du système éducatif, mais aussi avec les partenaires éco-

nomiques et politiques. Déjà entreprise par des groupes de travail au sein des établissements d'enseignement supérieur et à l'échelon académique, la réflexion doit s'élargir dans le cadre d'assises régionales qui auront lieu d'ici au mois de juin. « On y discutera de tout, aucun sujet ne sera tabou », a expliqué M. Allègre, invitant les universités à saisir cette occasion pour s'ouvrir à un véritable partenariat avec les collectivités locales et les agents économiques.

Des assises nationales auront lieu ensuite du 26 au 29 juin à la Sorbonne à Paris. Elles réuniront tous les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche dépendant de l'éducation nationale, ainsi que les responsables de collectivités territoriales, de formations politiques, de centrales syndicales et d'universités étrangères. Plusieurs ministres (intérieur, culture, recherche, équipement, etc.) seront invités à participer à cette grande messe dont les conclusions

devront aboutir, à la fin de l'année, à la définition d'un plan de dix ans. Les propositions seront très précises pour la période 1990-1993, elles prendront la forme de projections au-delà.

Parallèlement au lancement de ce plan à moyen terme, le ministre doit veiller à la bonne exécution du plan d'urgence décidé en début d'année pour désamener les risques d'explosion des effectifs à la prochaine rentrée. M. Allègre est serein. Les 500 millions de francs alloués à la création de postes, d'équipements et de locaux supplémentaires seront pleinement utilisés. Selon lui, aucun retard n'est constaté dans les chantiers. 91 500 m² de constructions nouvelles devraient être achevés à l'automne prochain. Avec les bâtiments que l'État achète ou loue ici et là, ce sont 200 000 m² supplémentaires qui seront disponibles.

J.-J. BOZONNET

JUSTICE

Au tribunal de Paris

Le marché de la douleur

La dix-septième chambre du tribunal de Paris se prononcera le 22 mai dans le procès intenté par une société commercialisant des appareils d'électrothérapie qui s'estime diffamée par un article de Madeleine Frank publié le 10 avril 1989 dans l'hebdomadaire *Le Point* sous le titre : « Santé : charlatans à gogo ». En rendant sa décision, le tribunal se livrera à dire si la journaliste a porté atteinte à l'honneur et à la considération du gérant de l'entreprise, tout en l'accusant si elle a apporté la preuve de ses affirmations ou en lui accordant le bénéfice de la bonne foi. Mais, au-delà de la stricte mécanique procédurale des poursuites en diffamation, l'audience du 24 avril a permis d'évoquer ce créneau commercial très particulier du « marché de la douleur ».

Soit d'une plume vive, souvent grinçante, l'article de Madeleine Frank dénonçait sur trois pages du *Point* ces objets ou appareils qui sont censés guérir tous les maux. Les bracelets « biomagnétiques », les « électrochocs » portables « avec ou sans aiguilles, efficaces « dans cent vingt-cinq maladies », les « stimulateurs bioélectriques » qui feraient « naître de manière spectaculaire, ou encore les « électrochocs » portables. Au cours de phrases assassines, plusieurs noms de marques ou d'entreprises apparaissent, dont le journaliste révèle le caractère fantaisiste de leurs publicités. Une seule société a engagé des poursuites en diffamation : le Laboratoire d'électrothérapie appliqué dirigé par M. Gérard Crépén. Celui-ci se plaint notamment du préambule que le *Point* a ajouté devant l'article de la journaliste et où l'on parle encore plus sévèrement de « spéculations » et « escroqueries ». Dans le corps de l'article, M. Crépén est désigné comme le gérant d'une entreprise ayant fait l'objet de deux arrestés lui interdisant certaines formes de publicité.

« Aucun essai clinique »

« Ce sont des interventions partielles », précise M. Crépén en affirmant que ses appareils ont fait l'objet d'expériences scientifiques et qu'il s'est entouré d'une équipe de médecins. En outre, il invoque un jugement de la seizième chambre correctionnelle de Paris, du 28 avril 1987, le relaxant du délit de révélation d'un attentat d'intimidation de ses publicités et dans lequel les magistrats constatent que les documents versés aux débats « montrent le sérieux des appareils, qui possèdent bien les propriétés annoncées ».

M. François Sarda, défenseur de la journaliste, n'est pas convaincu par les affirmations médicales des magistrats de la seizième chambre correctionnelle. Pour le prouver, il cite un troisième arrêté daté du 9 mars 1990. Celui-ci concerne une publicité du Laboratoire d'électrothérapie appliquée dans laquelle les thurismes sont présentés comme une « maladie parfois grave, qui rend souvent infirme » avec, à l'appui, un tableau indiquant de l'évolution du mal : « Votre circulation sanguine se ralentit, vos cartilages ne sont pas assez nourris, ils s'affaiblissent encore plus... la douleur s'aggrave... La maladie est livrée à

« briser le cercle vicieux » en utilisant le physiomasse, un appareil qui émet des micro-courants. « Et la douleur se calme, l'électrothérapie s'est opposée au développement de l'arthrose. » La commission de contrôle de la publicité en faveur des objets, appareils et méthodes présentés comme bénéfiques pour la santé a invalidé l'usage de cette phrase et de celle selon laquelle le physiomasse serait « bénéfique » pour l'insuffisance veineuse. La commission constate que « le dossier justificatif fourni (...) ne comporte aucun essai clinique réalisé sur les pathologies précises indiquées dans la publicité ».

Au-delà de ce dossier, M. Laurent Chevot, professeur d'électrocardiologie, ne présente à la barre pour défendre l'électrothérapie utilisée chez les malades et chez les sportifs. Pêle-mêle, il évoque les Harlem Globetrotters et les polychautes, il parle aussi des tests faits sur ses patients en déclarant : « Je n'ai pas constaté d'aggravation ». « C'est encore une chance... », rétorne M. Sarda. « L'huile de serpent, ça marche aussi ! », remarque sèchement le docteur Guy de Bichard, médecin électrologue. Plus sévère encore, le docteur Philippe Sora, rhumatologue, affirme : « J'achète totalement et sans aucune réserve à cet article. Ce qui me choque, c'est que la publicité abuse de la crédulité de malades âgés. J'en ai vu de très nombreux, déçus, ulcérés et je n'ai jamais constaté la moindre amélioration ».

Plus, il estime que ces appareils sont dangereux car « ils incitent les patients à cesser leur traitement, ce qui peut entraîner des séquelles irréversibles ». Pour ce médecin, « c'est une des formes d'escroquerie les plus scandaleuses des temps modernes ». Le même langage est utilisé par le professeur Marcel Francis Kahn, chef de service de rhumatologie de l'hôpital Bichat : « Je connais ces appareils depuis vingt ans, c'est toujours la même histoire. Parmi les personnes venues à cet été démarchés, qui ont payé 12 000 à 13 000 francs pour un appareil, beaucoup n'ont pas pu le rendre. Depuis vingt ans, je lutte contre toutes ces charlataneries. Je maintiens le mot d'escroquerie ».

Cependant, il faut bien revenir au procès lui-même, qui n'est pas celui d'une thérapie. M. Eric Cortès, conseil de M. Crépén, parle donc de diffamation et dénonce « la langue véneuse » de la journaliste, car, s'il est favorable à la critique, il estime que les propos injurieux visent à nuire à son client. Ce n'est, bien sûr, pas l'avis de M. Sarda, qui résume le procès en une phrase : « Si charlatan se définit comme quelqu'un qui promet des merveilles et ne les tient pas, je fais la preuve de la vérité des propos contenus dans l'article ».

Le substitut du procureur de la République, M. Claude Perrochet, est plus nuancé. Certes l'article était « juste » car, pour le magistrat, « il était nécessaire » que l'on réponde aux publicités vantant la fée électrothérapie qui touchent un public âgé et fragilisé. Mais M. Perrochet aurait souhaité que les termes soient moins violents. Toutefois, il estime que la journaliste a poursuivi un but légitime en ne se contentant pas de lire ces publicités où figure le témoignage favorable d'Arlette Cordy.

MAURICE PEYROT

MÉDECINE

Un gène-clé pour le diabète

Suite de la première page

Ce que viennent de réaliser les chercheurs de l'INSERM, parmi lesquels Imad Khalil et Virginia Lepage, c'est d'identifier très précisément la séquence du gène qui favorise le développement du diabète insulino-dépendant et, en outre, de montrer que cette séquence appartient au gène d'incompatibilité HLA-DQA. Avant eux, des chercheurs américains, McDermott et Todd, avaient en 1988 montré que la présence d'un acide aminé (l'aspartate) sur la molécule DQ pouvait protéger contre l'apparition du diabète insulino-dépendant (1). Cette fois, en étudiant 50 diabétiques et 73 personnes

témoins non diabétiques, les chercheurs de l'INSERM, grâce à la technique de PCR (amplification de l'ADN), ont réussi à repérer la séquence de gène responsable de la susceptibilité au diabète : il s'agit de la séquence qui code pour un autre acide aminé, l'arginine, lorsqu'il est placé dans une position particulière sur la chaîne DQ.

Pour bien comprendre la signification de ces résultats, il faut imaginer les molécules d'HLA comme deux mains ouvertes tenant entre elles un antigène étranger capable de déclencher une réaction auto-immunitaire débouchant sur un diabète. En temps normal, ces molécules HLA sont ainsi faites

que l'antigène en question (à l'heure actuelle, on n'en connaît pas la nature, mais certains chercheurs se demandent s'il ne pourrait pas s'agir d'un virus) est détruit par un anticorps. En revanche, lorsque manquant sur cette molécule présente à la surface de très nombreuses cellules parmi lesquelles les macrophages et certains lymphocytes, un acide aminé particulier, l'arginine, c'est alors que risque de survenir un diabète, l'antigène n'étant plus détruit et pouvant donc agir à sa guise.

Des traitements plus précoces

Cette découverte devrait avoir à court terme d'importantes conséquences en termes de médecine prédictive et préventive. On sait aujourd'hui, grâce à elle, dépister les personnes à risque de diabète. Or plus tôt on commence un traitement par des médicaments tels que la cyclosporine, plus on augmente les chances de préserver quelques îlots de Langerhans du pancréas, avant qu'ils ne soient détruits. Le problème est que jusqu'à présent les différents essais, mais en particulier ceux du professeur Jean-François Bach (hôpital Necker, Paris), ont montré qu'il n'est pas possible de prendre un tel traitement à vie en raison du risque d'effets secondaires. Néanmoins d'autres protocoles sont actuellement à l'étude, faisant espérer qu'un jour on disposera de traitements permettant sinon de prévenir l'apparition d'un diabète, du moins de le retarder considérablement.

Cette découverte ouvre également de nombreuses autres perspectives. Puisqu'un tel gène susceptible de favoriser le diabète a pu être mis en évidence (il en existe d'ailleurs peut-être d'autres), pourquoi ne pas tenter d'en rechercher pour les autres maladies auto-immunes ? D'autre part, on espère que dans un proche avenir on pourra isoler l'antigène responsable de la réaction auto-immunitaire du diabète. Alors il sera possible de fabriquer un « vaccin » pour cet antigène de manière à empêcher de se fixer au niveau des molécules HLA. En quelque sorte de « vacciner », (terme d'usage plus exact s'il s'agit d'un virus) les sujets à risque avant même l'apparition de tout signe de diabète. On n'en est pas encore là. Et dans l'immédiat, les chercheurs de l'INSERM insistent beaucoup sur l'aspect éthique de ces découvertes : sachant que l'on ne peut rien offrir, en termes de traitement, aux personnes à risque, il convient, selon eux, d'attendre avant de pratiquer de manière courante ce type de test de dépistage.

FRANCK NOUCHI

(1) Ces travaux sont publiés dans le *Journal of Clinical Investigation* (1990, vol. 85).

Précision. — Le professeur Laurent Degos nous demande de préciser que, contrairement à ce que pourrait laisser croire la dernière phrase de l'article « *Certains chercheurs : guérir sans tuer* » nous ne sommes pas à l'origine de ces travaux sur le traitement des leucémies (*Le Monde* du 25 avril), les professeurs Jean Bernard et Jean Dausset sont « toujours soutenus dans cette aventure ».

Ce sont, sous dix-huit, deux personnes « en qui j'ai la plus grande confiance et fidèle ami ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5248

HORIZONTALEMENT

I. Peut être un spécialiste de la trompette. — II. Quand elle est bonne, on ne voit rien de noir. Pris par celui qui répond à l'appel. — III. Soignée comme une bouche. N'est pas une fine mouche. — IV. Peut être difficile à manier quand ils sont chauds. N'est parfois que poussière. Premiers habitants d'un État. — V. Que l'on a donc fait sauter. A deux branches. — VI. Note. Le premier est le second. — VII. On y produit beaucoup de lentilles. Très utile pour celui qui veut monter. A son bout, il peut y avoir le service. — VIII. Qui n'aient donc pas dû arrêter Watson. — IX. Mot plus distingué quand on veut parler d'une vaine. N'est pas belle quand elle est rose. Tristes sont ses dernières élégies. — X. On y trouve du grenat. Endroit agréable. — XI. Un osyde. Qui n'a pas été bégayé. — XII. Est parfois frappé d'interdit. Qui évoque la bonne chair fraîche. Début de série. — XIII. Sorti du Jura. Quelqu'un qu'on ne veut pas nommer. — XIV. Une région où l'essence est rare. Quand on l'attrape, on a le cafard. — XV. N'est pas un livre sérieux. D'un auxiliaire. Peut être tue en dernier.

Solution du problème n° 5248

Horizontalement

I. Esquivante. — II. Verrerie. — III. Amante. — IV. Neant. Bau. — V. En. Riens. — VI. Santé. Si. — VII. Cuo. Ma. — VIII. Éricacées. — IX. Néma. Ours. — X. Erik. Ai. — XI. Eschas.

Verticalement

1. Évascent. — 2. Sérénité. — 3. Tne. Naves. — 4. Ina. Tocard. — 5. Ventre. Ir. — 6. Art. Apoka. — 7. Nébés. Eu. — 8. Td. Anémor. — 9. Nus. Assis.

GUY BROUTY

DÉFENSE

Une tribune libre des gendarmes de la Réunion

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre correspondant

Le malaise au sein de la gendarmerie a repris de la vigueur à la Réunion, avec la publication, jeudi 26 avril, dans le *Quotidien de la Réunion*, d'une tribune libre d'un comité de gendarmes estimant que les problèmes de fond n'ont pas été réglés neuf mois après la « grève » de l'été dernier. Le comité dénonce le fait que « les deux plus hauts chefs de l'armée » (ce qui semble viser le président de la République et le ministre de la Défense) n'aient pas tenu les promesses faites à l'époque. Le comité estime que les mesures prises à ce jour ne sont que « des vagues » et qu'il faut bien examiner pour leur donner une ampleur qu'elles n'ont pas. C'est une sorte de tapage à l'ail pour occulter les problèmes de fond, qui restent entiers.

A.D.

Des commissions participatives dans les corps de l'armée de terre

Composé de vingt-quatre officiers, quarante-six sous-officiers et de seize militaires du rang engagés, tirés au sort parmi plus de quatre mille cent volontaires, le conseil de la fonction militaire de l'armée de terre a approuvé, vendredi 27 avril, la création de commissions participatives au sein des corps de troupe. Il a souhaité que la représentation des engagés soit mieux étudiée, car le conseil a estimé que « cette population avait besoin d'être écoutée ».

EN BREF

La fronde des juges mancois : quatre détenus libérés. — Quatre détenus de la prison du Mans (Sarthe) ont été remis en liberté, vendredi 27 avril, à la suite des décisions des trois juges d'instruction de la ville qui viennent ainsi protester contre les conséquences de la loi d'amnistie sur le financement des partis politiques (*Le Monde* des 26 et 28 avril). L'un des détenus, un jeune homme accusé de meurtres, a été libéré aux journalistes présents : « Je remercie Christian Nucci ». « Les décisions du Mans sont des gémissements désolés », a estimé pour sa part le Syndicat des avocats de France (SAF) qui dénonce « les méfaits scandaleux causés par le pouvoir arbitraire de ces juges d'instruction de Paris. Ces nouvelles inculpations portent à tort le nombre des personnes du monde hippique inculpées depuis la fin du mois de mars à la suite de la découverte, après une course, de substances prohibées dans les urines de huit trotteurs (*Le monde* du 24 mars).

Mourir d'une fillette à Valenciennes. — Une fillette âgée de douze ans a été trouvée morte,

étranglée, jeudi 26 avril, sur un bas-côté de l'autoroute Paris-Bruxelles dans la traversée d'un faubourg de Valenciennes (Nord). Les premiers résultats de l'autopsie indiquent que l'enfant, laprid, fille d'un ancien harli, aurait été étranglée avec une ceinture, et n'aurait pas subi de violences sexuelles.

HIPPISME : nouvelles inculpations d'entraîneurs. — Six entraîneurs de chevaux de course ont été inculpés, vendredi 27 avril, de tentative d'escroquerie et d'infraction à la législation sur les substances vénéneuses par M. Michèle Luge, juge d'instruction au tribunal de Paris. Ces nouvelles inculpations portent à tort le nombre des personnes du monde hippique inculpées depuis la fin du mois de mars à la suite de la découverte, après une course, de substances prohibées dans les urines de huit trotteurs (*Le monde* du 24 mars).

SPORTS

Les résultats

TENNIS

TOURNOI DE MONTE-CARLO

Quarts de finale du vendredi 27 avril
Chernoblov (URSS) bat Rosset (Bel.), 6-3, 6-2 ;
Lacoste (Fra) bat Skiff (Aus.), 6-2, 6-7, 6-4 ;
Santoro (Esp) bat Becker (RFA) 6-4, 7-6, 7-6 ;
Mansueti (Aut) bat Aguilera (Esp.) 6-3, 6-4.

DOPAGE : une athlète française en suspension. — La sprinteuse Patricia Girard a été entendue puis suspendue par la commission fédérale de la Fédération française d'athlétisme, jeudi 26 avril, à la suite des résultats positifs d'un contrôle inopiné effectué lors d'un regroupement du relais féminin au mois de mars. L'athlète de vingt-deux ans s'était fait connaître lors des derniers championnats de France en salle en battant Laurence Billy en finale du 60 mètres. Accusée d'avoir absorbé des substances, la sprinteuse, qui risque deux ans de suspension, estime qu'elle a été trompée par son entraîneur.

هكذا من الأصل

AGENDA

CINÉMA

SAMEDI 28 - DIMANCHE 29 AVRIL

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (F.) (A. v.o.): Côté Beaubourg, 3° (42-71-52-38); Pathé Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC Normandie, 8° (45-33-18-18); v.f.: Rex, 2° (42-36-53-53); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12° (42-43-01-58); UGC Gobelins, 13° (45-81-94-95); Miroir, 14° (45-38-52-43); Pathé Wexler II (ex-images), 18° (45-22-47-94).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A. v.o.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-28); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-02-82); UGC Biarritz, 9° (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2° (42-36-53-53); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-02-82); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Les Nations, 12° (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-58); UGC Gobelins, 13° (45-81-94-95); Miroir, 14° (45-38-52-43); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-08); UGC Convention, 15° (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18° (45-22-48-01); La Gambetta, 20° (46-36-10-96).

ALWAYS (A. v.o.): UGC Emittage, 8° (45-62-18-18); v.f.: Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Miroir, 14° (43-20-12-08).

AU-DELA DU FEU (français, v.o.): Utopie Champollion, 5° (43-28-84-85).

AUX SOURCES DU NIL (A. v.o.): Côté Beaubourg, 3° (42-71-52-38); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Champs-Élysées, 8° (45-33-20-40); Miroir, 14° (43-20-12-08); UGC Opéra, 9° (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13° (45-81-94-95).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.): Clichy, 18° (45-22-48-01).

BRIÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol. v.o.): Escorial, 13° (47-07-28-04).

LA CAMPAGNE DE CIGRION (F.): Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-57-77).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6° (43-28-59-83); Bretagne, 8° (42-22-57-57); George V, 9° (43-52-41-46); v.f.: Pathé Impérial, 2° (47-42-72-52); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-02-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-57-35-43); Les Nations, 12° (43-43-04-67); Fauvette, 13° (43-31-04-57); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94); Pathé Wexler II (ex-images), 18° (45-22-47-94).

LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (F.): République Cinéma, 11° (43-05-51-33); Danter, 14° (43-21-41-01).

CHÈRE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.o.): La Triomphe, 8° (45-74-94-94); v.f.: La Triomphe, 8° (45-74-94-94); Hollywood Boulevard, 9° (47-70-10-11); République Cinéma, 11° (43-05-51-33); Danter, 14° (43-21-41-01); Grand Pavois, 15° (45-64-46-58); Saint-Lambert, 15° (45-32-51-83).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83).

CINÉMA PARADISO (F.-It. v.o.): Latina, 4° (42-78-47-88); George V, 9° (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20).

CONTE DE PRINTEMPS (F.): Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); La Pagode, 7° (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

CONTRETEMPS (F.): L'Entrée, 14° (45-43-41-63).

CRIMES ET DÉLITS (A. v.o.): Côté Beaubourg, 3° (42-71-52-38); Reflet Logos II, 5° (43-54-42-34); UGC Biarritz, 9° (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (F.) (F.-It. v.o.): Clichy, 18° (45-22-48-01).

CYRANO DE BERGERAC (F.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); La Pagode, 7° (47-05-12-15); UGC Normandie, 8° (45-33-18-18); Max Linder Panorama, 9° (45-24-89-88); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Les Nations, 12° (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-58); UGC Gobelins, 13° (45-81-94-95); Miroir, 14° (45-38-52-43); Kinopanorama, 15° (45-40-50-50); UGC Convention, 15° (45-74-94-94); UGC Biarritz, 17° (45-62-20-40); Pathé Wexler II (ex-images), 18° (45-22-47-94).

LE DÉCALOGUE 1. UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); UGC Biarritz, 9° (45-62-20-40); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 2. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 3. TU RESPECTERAS (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 4. TU NE TUERAS PAS (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 5. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 6. TU NE TUERAS PAS (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 7. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 8. TU NE TUERAS PAS (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 9. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 10. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 11. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 12. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 13. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 14. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 15. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 16. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 17. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 18. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 19. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LE DÉCALOGUE 20. TU NE COMMETTRAS PAS DE PARJURE (Pol. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6° (43-28-59-83); Saint-André-des-Arts I, 6° (43-28-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

BLAZE, film américain de Ron Shelton, v.o.: Forum Orient Express, 1° (45-08-57-57); Bretagne, 8° (42-22-57-57); Pathé Montparnasse, 6° (45-74-94-94); v.f.: La Triomphe, 8° (45-74-94-94); Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20); UGC Biarritz, 9° (45-62-20-40); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-58); UGC Gobelins, 13° (45-81-94-95); Miroir, 14° (45-38-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-94-94).

BLUET, film américain de Kathryn Bigelow, v.o.: Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-02-82); La Bastille, 11° (43-67-90-81); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

CONTE DE PRINTEMPS (F.): Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); La Pagode, 7° (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (45-74-94-94).

ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR, film américain de Paul Mazursky, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6° (42-22-57-57); 14 Juillet Bastille, 11° (43-67-90-81); Escorial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14° (43-20-12-0

CHAMPS ECONOMIQUES

Plus de croissance, moins de sécurité

Le regain d'activité a entraîné une reprise des accidents du travail – trois morts par jour en 1988 – notamment sur les chantiers et chez les intérimaires

Le retour de la croissance et le regain de l'activité de l'industrie s'accroissent mal avec la sécurité au travail. En recrudescence depuis 1975, les accidents ayant entraîné un arrêt de travail ont augmenté de 4 % en moyenne statistique disponible alors qu'ils avaient baissé de 33 % entre 1977 et 1987. Et si l'on en croit les experts, l'année 1989 a dû connaître la continuation de ce mouvement de reprise.

Ce qui inquiète le plus, ce n'est pas seulement cette brusque augmentation mais le fait que celle-ci est supérieure de près d'un point à la progression des effectifs salariés (+ 3,5 %). Ce qui signifie que pour 100 salariés en 1987, il y en avait 108 en 1989, soit un sur dix de plus.

En 1982, 2,5 millions de jeunes ont travaillé, 2,6 millions en 1987. En 1988, 2,5 millions de jeunes ont travaillé, 2,6 millions en 1987. En 1989, 2,5 millions de jeunes ont travaillé, 2,6 millions en 1987. En 1989, 2,5 millions de jeunes ont travaillé, 2,6 millions en 1987. En 1989, 2,5 millions de jeunes ont travaillé, 2,6 millions en 1987.

comporte néanmoins quelques éléments de réflexion qui peuvent d'ores et déjà éclairer les experts. Ainsi, deux secteurs totalisent à eux seuls 90 % de la progression des accidents du travail observée en 1988 : le bâtiment et les travaux publics d'une part, le secteur de l'expression d'autre part. Ce dernier regroupe 42 millions de salariés appartenant à des professions diverses (restaurants, manutention, récupération des déchets) mais il comprend aussi et surtout les intérimaires qui, souligne le Conseil, « sont victimes d'accidents plus nombreux et plus graves ».

Les intérimaires sont deux fois plus exposés que la moyenne des autres salariés : la fréquence des accidents est ainsi 1,9 fois plus élevée que celle des autres salariés, contre 1,9 fois moins en ce qui concerne l'ensemble des salarés. Selon le Conseil supérieur, les formes d'emploi précaires se caractérisent tout souvent par « une absence presque systématique de formation à la sécurité du travail » et par « le désintérêt, voire l'absence de l'encadrement et de la maîtrise pour ces travailleurs ». Le récent accord partiel sur le « travail temporaire » comporte d'ailleurs un long développement sur le renforcement de la prévention pour les salariés intérimaires ou embauchés avec des contrats à durée déterminée.

diffuse les statistiques qu'avec plus d'un an de décalage. Quant aux données « technologiques » qui portent sur les caractéristiques des accidents, elles sont encore plus longues à obtenir et de surcroît jugées fort peu opérationnelles par les militaires.

Le Conseil supérieur a décidé de mettre sur pied un observatoire des risques professionnels alors que la FNE va renforcer ses propres services d'études. Mais ces insuffisances statistiques témoignent surtout que la nécessité de mieux connaître les accidents du travail pour mieux les prévenir n'a jusqu'ici pas véritablement été considérée comme une priorité.

En tout état de cause, plusieurs facteurs permettent de lever une partie du voile sur le retour des accidents du travail dans le

bâtiment. En premier lieu, la taille moyenne des entreprises de ce secteur, reconnaît J. Domange, représente « une limite à la politique de prévention ». En second lieu, on peut s'inquiéter de la pression grandissante qu'exercent donneurs d'ordres publics comme privés — soumis à des contraintes financières croissantes sur les entreprises du bâtiment qui doivent fonctionner « à flux tendu ».

Selon les experts de la FNB, le raccourcissement de 25 % du temps d'intervention sur les chantiers observé depuis 1985 s'explique d'abord par cette pression extérieure. Il fait construire toujours plus vite le délai entre la commande et le début des travaux se réduit et devient même un argument essentiel pour l'attribution d'un marché et moins cher des

bâtiments de taille de plus en plus réduite car les ensembles comprenant plus de cent logements se font rares. Autant d'éléments qui nuisent à la préparation des chantiers et à l'organisation de l'encadrement, contraint de se disperser sur plusieurs sites.

Un savoir perdu

Il y a quinze ans, dans une entreprise de gros oeuvre, les jeunes étaient intégrés dans un milieu de travail à peu près structuré. A présent, avec le recours à la sous-traitance...

tance, le groupe n'est plus homogène ». A l'endroit dit ans, il n'y a pas eu d'émbarque, ajoute-t-il. Le milieu de travail a été destructeur et l'apprentissage n'est plus aussi progressif. En outre, avec l'industrialisation du bâtiment, on en est presque au chronométrage et c'est souvent dans les gros chantiers nucléaires que les accidents sont les plus fréquents. Or, depuis que les sociétés commencent à se soucier du problème mais, en général, la formation reste au minimum légal et rien n'est fait en matière de sensibilisation à la sécurité. »

Au-delà de la situation du STP, Dominique Moyen, directeur général de l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) discerne une « nouvelle donne ». Avec la reprise de l'emploi après des années de réduction d'effectif, « un savoir ouvrier en matière de sécurité s'est probablement perdu », estime-t-il. Traditionnellement plus exposés que les autres, les salariés précaires souffrent des pires conditions de travail. Mais les données ne sont pas si nombreuses dans les usines et les chantiers, ce qui pourrait expliquer une partie du regain des accidents du travail.

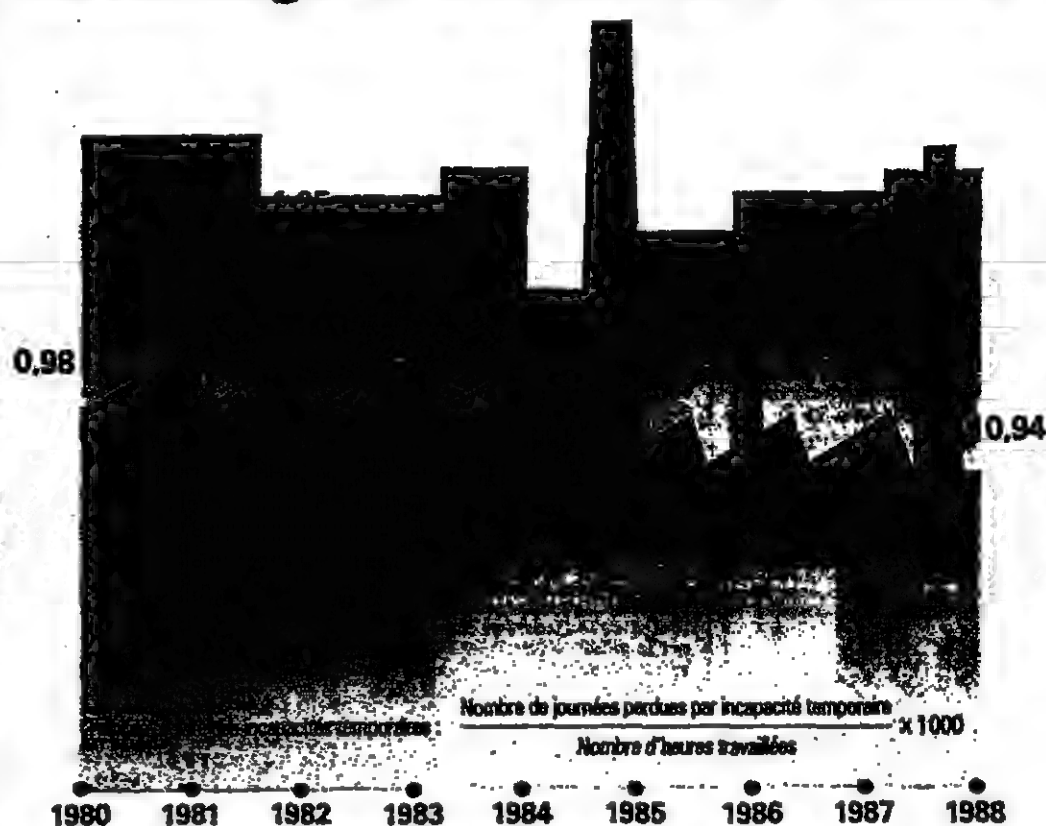
S'y ajouteraient « des insuffisances de la formation et de la prise en compte de la sécurité dans cette formation ». Plus largement, affirme le directeur général de l'INRS, « la courbe des accidents du travail atteint aujourd'hui un palier et il sera de plus en plus difficile de progresser. Aussi, faut-il changer la nature de la prévention. Le zéro-risque n'existe pas, il faut maintenant maîtriser les risques. Mais peu d'entreprises ont compris que cela fait partie intégrante de leur compétitivité ».

Négligé en certaines occasions, il est temps que la prévention des accidents du travail retrouve toute sa place. En attendant, les pouvoirs publics se doivent déterminés à renforcer les contrôles et à établir « une concertation étroite avec les parquets » afin que « toutes les autres passent sur le plan civil que celui du droit pénal ».

Sans doute faudrait-il également qu'ils s'interrogent, avec les partenaires sociaux, sur les effets pervers d'une législation qui, en soumettant les PME à un taux de cotisation collectif, leur interdit — contrairement aux plus grandes sociétés soumises, elles, au taux réel — de pleinement recueillir au plan financier les effets positifs de leurs efforts de prévention mais qui, *a contrario*, amortit les conséquences d'une dégradation de la sécurité au travail.

JEAN-MICHEL NORMAND

Davantage d'accidents du travail



La courbe traduit l'évolution du « taux de gravité des incapacités temporaires ». l'unité correspond à une journée perdue suite à un accident pour mille heures travaillées (service six mois), soit deux jours par an pour chaque salarié.

(Source : Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés)

Hongkong, le passage obligé

Les trois quarts des investissements directs étrangers en Chine proviennent de la colonie britannique, anticipant l'échéance de 1997

AVEC un indéfectible optimisme, et en sélectionnant les évolutions depuis dix ans plutôt que les données les plus récentes, Alan Mc Lean, l'un des cadres dirigeants de la Hongkong Bank, aligne toute une série de paramètres économiques flatteurs pour la colonie britannique : « *Même si, depuis deux ans, la croissance à Hongkong est moins vigoureuse, le territoire joue de plus en plus le rôle de point de passage quasi obligé des flux commerciaux entre la Chine et le reste du monde.* »

13 % de croissance en 1987, 7,3 % en 1988, 3 % l'an dernier ; un taux d'inflation qui a doublé en deux ans ; une hausse rapide des salaires : voilà des éléments à mettre au passif. Mais, du côté des performances enviables, les économistes n'ont que l'embarras du choix.

Le revenu par tête est neuf fois plus élevé qu'en Thaïlande, quatre fois plus qu'en Corée. Sur les dix dernières années, le taux annuel de progression des réexportations vers

la Chine a atteint 74 %. Autre chiffre qui montre à quel point les milieux d'affaires de Hongkong ont déjà lié leur sort à celui du gigantesque voisin, anticipant l'effacement de 1997 qui sonnera le rattachement des 6 millions d'habitants du minuscule archipel au milliard de Chinois : les trois quarts des investissements directs étrangers en Chine sont originaires de Hongkong. Le Japon vient en deuxième position, avec seulement 7 % du total.

Chaque jour qui passe accoutme nous plus l'ossosé entre le capitalisme le plus échervé de ce « Manhatan en mer de Chine » et les provinces contiguës de la République populaire. En dépit des contrôles douaniers et de potes, le modèle hongkongais de l'argent facile et de ce que les économistes appellent « le rapide retour d'investissement » exerce son attirance sur le Nord, bien au-delà de la colonie elle-même et de la zone économique spéciale de Shenzhen. Pékin se garde bien d'ailleurs de vilipender ce quoi que ce soit les « capitalistes » de Hongkong.

La province de Guangdong, où près de 2 millions de Chinois travaillent en sous-traitance pour des industriels de Hongkong, passe pour être un peu « l'arrière-cour » de la colonie. A croire que ni les locataires anglais ni les maîtres actuels de Pékin n'ont intérêt à agiter 1997 comme un épouvantail.

L'argent facile

Après les événements tragiques du printemps 1989 sur la place Tiananmen, les dirigeants chinois ont d'ailleurs tout fait pour que la panique ne s'empare pas de la belle mécanique boursière, financière, négociante et industrielle. Ébranler la traditionnelle confiance des investisseurs, c'est été donner des armes au concurrent de plus en plus menaçant qu'est, en Asie du Sud-Est, Singapour.

D'ailleurs, avec plus de 10 milliards de dollars américains de capitaux (1), Pékin ne reste-t-il pas le principal investisseur à Hong-kong ? Symbole de cette volonté ostentatoire d'affirmer que Hong-

long ne sera ni dénaturé ni spolié lors du rattachement : la tour la plus haute du quartier des affaires, dominant la baie de ses 320 mètres, n'est autre que celle de la banque de Chine, conçue par l'architecte Pei, qui a attaché son nom à la pyramide du Louvre.

Bref, même si l'on peut s'inquiéter

ter d'une certaine fuite des cerveaux — au demeurant difficile à décombrer, — même si les demandes de passeports pour les États-Unis, le Canada, l'Australie ou la France se multiplient par précaution au cas où « ça se passerait mal en 1997 », l'archipel décrit comme une prospective insolente. Il s'agit d'une prospective portnaise rappelle que Hongkong est toujours, en 1989, au premier rang mondial pour le transbordement des conteneurs, orfand dans les baies échantonnées un ballet ininterrompu d'embarcations de toutes sortes et de tous gabarits, croisent les ferries et les pétroliers qui desservent Macao, de l'autre côté de l'embouchure de la rivière des Perles.

Même si le terme a été galvaudé,

Hongkong demeure plus que jamais un paradis fiscal. L'impôt sur les personnes physiques est limité à 16 %, et les dividendes, pas plus que les plus-values, ne sont taxés. Sur les sociétés, le prélèvement ne dépasse pas 17 %. Quant aux charges patronales, elles sont réduites au minimum puis-

Et même si le salaire d'un ouvrier représente dix à quinze fois celui qui est versé en Chine, il est rare qu'il dépasse 130 à 150 Hongkong dollars par jour. Voilà des données précieuses pour un industriel qui cherche à fabriquer ou à sous-traiter ici. Ajoutons que les ouvriers d'usine ont droit à une semaine de congés payés par an. Les employés de bureau à deux.

Que ne commercialise-t-on, ou ne fabrique-t-on pas, à Hongkong ? Depuis les vrais jouets ou le matériel hi-fi grand public jusqu'aux fausses montres ou chemises de marque. Le délégué international d'une grande entreprise européenne, lorsqu'il est de passage,

fait même le plein de faux dollars chez un fournisseur de Kowloon, répliques de billets de Monopoly plus que de réelles coupures de banque, qu'il écoule paraît-il facilement en Afrique auprès de fonctionnaires corrompus qui n'y voient goutte...

L'industrie manufacturière, qui absorbait 45 % de l'emploi en 1976, rien représente plus que 35 % alors que les services sont passés de 15 à 18 % et le commerce de 19 à 23 %. Le secteur du tourisme et de l'hôtellerie progresse à grands pas.

de Hongkong
FRANÇOIS GROSSECHARD
Lire in suite page 14

(1) 1 dollar américain : 7,8 HK dollars; 1 franc : 1,4 HK dollar.

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

A PRES trois semaines de hausse, ponctuée par une liquidation superbe, la Bourse a fait sa réapparition ces derniers jours. Une Vénus.

Des lundis, sous l'effet de ventes bénéficiaires, la Bourse entrait dans une phase de consolidation. Le lendemain, cependant, la résistance s'organisait (+ 0,56 %). Pas longtemps toutefois. Mercredi, les valeurs françaises allaient de nouveau progressivement s'affaiblir. Encore soutenues à l'ouverture (+ 0,15 %), elles reprenaient peu à peu pied par la suite (- 0,47 %). Le même processus allait se reproduire les deux jours suivants. Jeudi les cours commencent par progresser de 0,24 % pour ensuite se replier en clôture de 0,53 %. A la veille du week-end, après un nouveau mouvement de reprise initial (+ 0,37 %), le marché reculait de 0,28 %, tout et si bien que d'un vendredi à l'autre, l'indice CAC-40, a baissé de 2,9 % environ. Il faut remonter deux mois en arrière pour retrouver un écart d'une telle importance.

Surprenant ? Pas vraiment. La Bourse de Paris venait de parcourir sa plus belle étape depuis juin 1988 avec une liquidation gagnante de 11,31 %, sans vraiment prendre le temps de reprendre son souffle. Des prises de bénéfices devenaient dès lors à peu près inévitables. Et puis si les arbores se montent jamais jusqu'au ciel, pourquoi la Bourse le ferait-elle ?

Initialement du récent et vigoureux mouvement de hausse, les investisseurs étrangers prennent un peu de recul et le temps de la réflexion.

Assurément la France continue de représenter à leurs yeux un bon moyen de diversification. Mais des craintes de tensions sur le front des taux viennent des Etats-Unis. Publié vendredi après-midi, le PNB américain pour le premier trimestre 1990 (+ 2,1 %), même s'il progresse moins que prévu, marque une accélération de la croissance ralentie durant les trois derniers mois de 1989 (+ 1,1 %). Il est surtout accompagné d'une forte hausse des prix (+ 6,5 % en rythme annuel), dont la moitié, c'est vrai, est imputable à la vague de froid de cet hiver, un phénomène non récurrent.

Reste que toute détente sur le loyer de l'argent demeure pour l'instant exclue aux Etats-Unis, la Réserve fédérale n'ayant aucune envie d'assouplir sa politique de crédit vu l'augmentation rapide des commandes de biens durables en mars (+ 6,7 %).

Les menaces de tensions ne sont pas non plus à sous-estimer en Allemagne de l'Ouest, où le chancelier Helmut Kohl a réchauffé la main du ministre de l'Économie (1 pour 1) à l'occasion des deuxièmes élections (salaires, retraites, épargne jusqu'à 4 000 marks-est) fait

Les idées de mai

grincer des dents. Ce n'est pas de la folie, mais tout comme, sur le front des taux, M. Karl-Otto Poehl, président de la puissante Bundesbank ne s'est pas privé de parler d'une décision « aux limites de la défensabilité sur un plan économique ».

La France a-t-elle les moyens d'échapper à la contagion inflationniste ? Excitant devant la fermeté du franc français, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, est catégorique : « Il faut s'habituer à considérer le franc indépendamment du deutschemark ». Peut-être ?

Mais en attendant, le marché n'a réagi ni à la baisse des taux directeurs de la Banque de France ni à celle des taux de base bancaire (voir ci-contre) qui a suivi. Phénomène du fait accompli ou méfiance défensive ?

Les investisseurs semblent en tout s'être accordés le temps de la réflexion pour étudier la situation. La preuve, les étrangers, très actifs encore la semaine passée, sont pour le moment restés à l'écart. Et leurs collègues français n'ont pas vraiment pris la relève. Quelques touches ont bien été enregistrées ces derniers jours sur les valeurs de second ordre. Mais la prise de relais tant attendue ne s'est pas encore vraiment faite.

Du reste, le degré de confiance à court terme dans la Bourse a singulièrement diminué. Selon un sondage RES réalisé pour la Tribune, sur l'échantillon de personnes interrogées au sujet de l'avenir de la Bourse, une sur quatre seulement s'est déclarée optimiste pour le mois de mai. Le mois précédent, le rapport avait été de une sur deux. Arrivait-on à la fin d'un cycle ?

Rien ne l'indique pour l'instant. Seulement le mois de mai a mauvaise réputation. Rue Vivienne où l'on se méfie de ses idées. Son approche favorise une forme de syndrome qui exerce ses effets régulièrement tous les ans.

Ajoutons quand même que la proximité du week-end, que beaucoup s'apprêtent à transformer en pont avec la fête du 1^{er} mai (la Bourse fonctionne le lundi 30 avril), n'est pas de nature à favoriser des achats.

Dans l'immédiat, les dernières nouvelles en provenance de l'économie française plaident plutôt pour l'optimisme avec, bien sûr, la détente enregistrée sur le front monétaire, mais aussi avec la nouvelle réduction du déficit commercial de la France pour mars (853 millions de francs au lieu de 1 078 millions pour février) et, en plus, le premier excédent depuis

Semaine du 23 avril au 27 avril

onze ans vis-à-vis de la Communauté européenne. Simple embellie ou anticipation plus durable ? Les avis divergent, mais l'impression générale est plutôt favorable.

En outre, le succès du PEP (Plan d'épargne populaire) démontre que la Bourse exerce encore ses charmes auprès de la clientèle particulière. Déjà 60 milliards de francs ont été collectés durant le premier trimestre, sans compter les plans souscrits auprès des compagnies d'assurances.

A ce train, les spécialistes estiment que la barre des 100 milliards de francs pourrait être atteinte pour l'année entière. Autant d'argent qui reviendra en Bourse et une bonne raison supplémentaire de se montrer relativement confiant.

Plusieurs événements ont défrayé cette semaine la chronique financière et industrielle. Pour commencer, Colson et Seifeng ont décidé de fusionner (5 Sofamec pour 7 Colson) pour devenir le numéro des SII (sociétés immobilières d'investissement) avec 11 milliards de francs gérés.

Puis, nouvelle historique, Paribas reprend le contrôle total de sa filiale suisse, perdue en 1982 avec la nationalisation. Michella a enfin reçu le feu vert des autorités américaines pour racheter Unifroy Goodrich. Ribbans deviendra ainsi le numéro un mondial du pneu devant Goodyear. Et même temps, la firme de Clermont-Ferrand a publié ses résultats pour 1989, très décevants avec un résultat net par action de 2 449 millions de francs contre 3 474 de l'année précédente. Le bénéfice net consolidé s'élevait à 2 655 millions (contre 2 599 millions) mais comprend pour 258 millions de plus-values nettes de cession d'actions Citroën Hispania. La Bourse a manifesté sa mauvaise humeur et l'action Michella a pris une bonne claque.

Autre événement : l'OPA unilatérale lancée par Saint-Gobain sur la firme américaine Norton pour contrôler BTR. Le marché n'a pas non plus apprécié. Les analystes jugent l'opération beaucoup trop onéreuse (11 milliards de francs). L'action Saint-Gobain a, elle aussi, bien baissé.

Résultats brillants, en revanche, pour L'Oréal (+18,6 %). Le numéro un mondial des cosmétiques va diviser son action par dix. A cet égard, les commentateurs sont moins chaleureux. Il n'y a pas d'exemple en Bourse de titre qui se soit relevé d'une si importante division.

Sir James Goldsmith ayant renoncé à sa mega-OPA sur BAT, AXA-Midi assurances a décidé de renouer à racheter le groupe américain Farmers (filiale de BAT) qu'il convoitait.

Enfin, nouvelle qui compte, M. Bernard Arnault a remporté une victoire complète pour prendre le pouvoir chez LVMH. M. Henri Racine a démissionné de toutes ses fonctions ainsi que les membres de la famille Vuitton.

ANDRÉ DESSOT

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Le pessimisme grandit

Déjà bien recrudescence la semaine précédente, la Bourse new-yorkaise a, ces derniers jours, franchement décliné en pessimisme. Les quelques tentatives de reprise enregistrées ci et là ont toutes été vouées à l'échec, et l'indice Dow Jones des Industriels s'est inscrit vendredi soir à encore près de 2 % en dessous de son niveau de la précédente semaine.

L'annonce d'un PNB en hausse de 2,1 % (contre 1,1 % pour le trimestre trimestre de 1989) a effectivement confirmé les prévisions de croissance soutenue de même que l'augmentation rapide des commandes de biens durables. Mais ces performances ont été accompagnées d'une poussée d'inflation à 5,7 % en rythme annuel (contre 5,6 % pour le dernier trimestre 1989). Du coup, les espoirs d'un desserrement de la politique de crédit menée par le FED se sont évaporés. Les investisseurs ont donc été inquiétés sur les taux d'intérêt, qui s'ils devaient remonter, porteraient un coup rude aux entreprises.

Indice Dow Jones du 27 avril : 2 645,04 (contre 2 695,95).

VALEURS	Cours 20 avril	Cours 27 avril
Alcoa	62 3/4	62 1/4
AT&T	41	40
Bell	70 1/2	68 3/4
Chase Man. Bank	27	25 1/4
De Post de New York	38 5/8	37 1/8
Eastman Kodak	39 1/4	36 1/4
Exxon	46 1/2	45
Ford	48	44 5/8
General Electric	65 5/8	64
General Motors	47	45
IBM	189 3/8	187 3/8
ITT	52 1/2	52 1/4
Johnson & Johnson	68 1/2	68
Merck	58 1/4	57 3/4
Philips	38 1/4	37 1/8
Rockwell International	57 1/4	57
Texas	57 1/4	57
Union Carbide	55 1/2	55 1/4
USX	33 1/2	33 1/8
Windsor	74 3/4	72 1/8
Xerox Corp.	53 1/2	53 1/4

LONDRES

Au plus bas depuis six mois

L'effet de saut du London Stock Exchange s'est encore aggravé au cours de la semaine écoulée. En moyenne, les cours ont baissé de 3,8 %, et le marché britannique est retombé à son plus bas niveau depuis six mois.

Causes de cette nouvelle chute : l'annonce d'une sérieuse aggravation du déficit de la balance des paiements britanniques va vers, combinée à une forte augmentation des prêts bancaires et de la masse monétaire, ainsi qu'aux craintes d'une flambée des salaires et des prix.

VALEURS	Cours 20 avril	Cours 27 avril
Bovater	485	455
BP	316	304
Charter	432	413
Courtauld	303	290
De Beers	12,95	12
QinetiQ	13,50	12,50
GLS	13,63	13,60
ICI	16,70	16,63
Reuter	11,47	11,40
Shell	446	430
Unilever	645	627
Vickers	218	215

(*) En dollars.

FRANCFORT

La baisse reprend

La baisse a repris au cours de la semaine écoulée à la Bourse de Francfort et s'est même accentuée, puisque les valeurs allemandes ont reculé de 3,8 %. Pour tout dire, la décision prise de proposer à la RDA un taux de conversion de 1 deutschemark pour 1 mark-est dans le cadre de l'union monétaire a réalisé d'ici au mois de juillet, à déduction de sévères inquiétudes sur une reprise de l'inflation accompagnée d'une hausse des taxes.

Indice de 27 avril : Commerzbank, 2 228,60 (contre 2 316,20); Dax, 1825,52 (contre 1884,33).

VALEURS	Cours 20 avril	Cours 27 avril
AEG	313,50	297,50
BASF	311,50	300
Boyer	313	302,50
Commerzbank	287,20	276,50
Deutschebank	787	751
Hoechst	297,50	290
Karstadt	676	650
Mannesmann	574	559
Siemens	763	743
Volkswagen	579	560

TOKYO

Calme

Aucun fait vraiment marquant ne s'est produit cette semaine à Tokyo après les bouleversements récents. La tendance a été globalement indifférente, mais d'une façon générale, le marché s'est plutôt stabilisé, s'efforçant même une légère reprise à la veille du week-end.

Indice de 27 avril : Nikkei, 25 584,80 (contre 25 835,44); Topix, 2 203,96 (contre 2 213,49).

VALEURS	Cours 20 avril	Cours 27 avril
Alkal	1 000	1 000
Bridgestone	1 440	1 390
Cannon	1 730	1 730
Fuji Bank	2 570	2 580
Honda Motor	1 770	1 780
Mitsubishi Electric	2 160	2 160
Mitsubishi Heavy	950	950
Sony Corp.	8 260	8 470
Toyota Motor	2 340	2 350

CRÉDIT

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITALS

L'attention se porte sur les 1

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

La semaine du 23 avril au 27 avril

Les enquêtes sur les délits d'initiés en 1988

Le retour des affaires Pechiney et Société générale

Alors que les suites de l'amnistie continuent de créer un trouble certain chez les magistrats, deux dossiers qui semblaient sortis de l'actualité, les affaires Pechiney-Triangulaire et Société générale refont surface. Ainsi M. Jean-Charles Naouri, président de l'Européenne d'investissements

(EURIS) et ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy au ministère des finances de 1984 à 1986, a été entendu le vendredi 27 avril, par les enquêteurs de la brigade financière de la police judiciaire. Son audition avait pour cadre l'enquête préliminaire, ouverte le 6 septembre 1989, par le parquet, à propos de l'OPA - manquée - sur la Société générale. Selon des sources judiciaires, cette audition n'a pas apporté d'éléments nouveaux dans l'enquête sur la constitution d'un délit d'initié. D'autres auditions vont avoir lieu dans les prochains jours, notamment celle du financier libanais M. Samir Traboulsi.

GABON

Nomination d'un nouveau premier ministre

Le chef de l'Etat, M. Omar Bongo, a annoncé, vendredi 27 avril à Libreville la démission de son premier ministre, M. Léon Mébiame, et son remplacement par M. Casimir Oye-Mbe, chargé de former le nouveau gouvernement. M. Mébiame, 56 ans, personnage important de la vie politique gabonaise, a occupé les fonctions de vice-président du gouvernement à partir de 1968, avant de devenir premier ministre et chef du gouvernement le 22 août 1981.

Le nouveau premier ministre, âgé de 48 ans, occupait jusqu'à présent les fonctions de gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC). Il s'est taillé une solide réputation de technicien de l'économie et des finances. Licencié de la faculté de droit et des sciences économiques de Rennes, il est en outre diplômé du Centre d'études financières et bancaires de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE).

La nomination d'un nouveau premier ministre intervient après plus de trois mois de troubles et d'agitation dans le pays et après la conférence nationale qui a achevé ses travaux le 23 avril en se prononçant pour l'instauration d'un multipartisme et la formation d'un gouvernement de transition dans l'attente des élections législatives prévues à la fin de cette année. (AFP)

Au terme de cette série d'auditions, le Parquet devrait ouvrir une information judiciaire. La question est actuellement de savoir si celle-ci sera ouverte contre X (laissant ainsi au juge d'instruction le soin de cerner les responsabilités) ou bien contre telle ou telle personne nommément désignée.

Dans l'affaire de l'achat d'American National Can par Pechiney fin 1988, le Point daté du 30 avril apporte un certain nombre de pistes nouvelles. Selon l'hebdomadaire « Les Suisses ont livré les noms des « heureux acheteurs » qui s'étaient rendus acquiescents anonymement de titres à Genève ». M. Reiplinger, codirigeant avec M. Max Théret de la Compagnie parisienne de placements, est notamment cité.

Autre affirmation du Point, le juge chargé de l'enquête aurait trouvé dans les comptes de Patrice Pelat, « la trace d'un chèque de 150 000 francs fait par l'industriel au président de la République ». Mais il s'agit, selon l'Élysée citée par l'hebdomadaire, du remboursement par Patrice Pelat d'achats de livres anciens effectués pour lui par le président de la République dont la bibliothèque est connue.

L'ESSENTIEL

DATES

En 1965, les marines à Saint-Domingue..... 2

ÉTRANGER

L'Europe au sommet de Dublin..... 3

Un entretien avec M. François-Poncet..... 3

Le président Assad en URSS Des relations toujours privilégiées..... 3

M. de Maizières à Moscou Berlin-Est veut tenir ses engagements à l'égard de l'URSS..... 4

POLITIQUE

Le PCF et la démocratie à Montreuil..... 7

Livres politiques La chronique de André Laurens..... 7

SOCIÉTÉ

Un plan pour l'aménagement des universités Pour faire face à l'afflux des étudiants dans les années à venir, le gouvernement met en place une série de mesures..... 8

CULTURE

Les blues de Philippe Léotard Son premier album, « L'amour comme à la guerre », vient de remporter le Grand Prix de l'Académie Charles-Cros..... 9

L'art prend l'air de la Villette Cent quarante artistes ont imaginé de merveilleux jouets..... 9

RÉGIONS

■ BOURGES : utiliser la culture comme moteur industriel. ■ STRASBOURG : les chiffres de la radioactivité sur minitel. ■ MONTPELLIER : la carmine scolaire gérée par l'électronique..... 12

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Plus de croissance, moins de sécurité, davantage d'accidents de travail. ■ Hongkong, le passage obligé pour les investisseurs en Chine..... pages 13-14

ÉCONOMIE

Le conflit sur les cartes bancaires La cour d'appel de Paris donne raison aux commerçants..... 15

Le Club et Minerve Le Club Méditerranée et la compagnie Minerve expliquent les raisons de leur association..... 15

Austérité en Pologne Stabilité monétaire et récession économique..... 15

Crise en Corée du Sud Chute de la Bourse et manifestations syndicales..... 15

Crédits, changes, grands marchés..... 17

Services

Abonnements..... 2
Météorologie..... 11
Mots croisés..... 8
Radio-Télévision..... 11
Spectacles..... 10

La thématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 avril 1990 a été tiré à 551 085 exemplaires.

Une Semaine de l'amitié à Creil

Le Carnaval des enfants

Des petits Pierrots tout blancs, des magiciens hauts comme trois pommes et des acrobates un peu vacillants ont défilé, vendredi 27 avril, dans les rues de Creil. Cette ville de l'Oise, où s'est enflammée, à l'automne 1989, la polémique sur le port des foulards islamiques à l'école, avait décidé d'organiser, du 22 au 28 avril, une grande « Semaine pour l'amitié ». En centrant le carnaval des enfants sur le thème du « cirque », les enseignants et les parents d'élèves n'ont sans doute pas voulu faire référence au grand tapage suscité par les fameux foulards des trois jeunes musulmanes du collège Gabriel-Havaz. C'est pourtant pour conjurer les retombées négatives de cette affaire sur l'image de la ville que la municipalité a mis au point une semaine de réjouissances.

« La circonférence de la Terre »

Outre divers concerts, spectacles de danses ou manifestations sportives, les Creillois s'étaient donné pour objectif de couvrir à pied, à vélo ou à la nage, la distance de 40 000 kilomètres. « Cela correspond à la circonférence de la Terre », explique M. Jean Anciant, maire PS de la ville. Il s'agit de montrer que nous sommes une petite partie de l'univers, en train de bâtir la France de demain. Plus de mille des trente mille habitants de Creil avaient déjà couvert, en milieu de semaine, la distance respectable de 26 552 kilomètres.

Et la commune attendait du pied ferme M. Michel Rocard, qui devait fermer la marche samedi 28 avril, en compagnie du conseil municipal

d'enfants. Cet effort collectif, auquel se sont joints une trentaine d'handicapés dans leur fauteuil roulant, doit aussi militer en faveur de la tolérance dans une cité où cohabitent trente nationalités. « L'intégration ne doit pas être imposée de l'extérieur par de grandes messes médiatiques, mais prise en main par les gens eux-mêmes », explique M. Anciant.

Un homme, pourtant, ne se sent guère concerné et même exclu de cette manifestation : M. Ernest Chenière, le principal du collège Gabriel-Havaz, qui s'était opposé au port du foulard dans les salles de classes, estime avoir été délibérément tenu à l'écart de la fête de Creil. Le maire, cependant, affirme avoir « traité comme les autres » le principal du collège Havaz. « Moi, l'affaire des foulards, je ne veux plus en entendre parler », souligne M. Anciant.

M. Chenière, de son côté, regrette de n'avoir pas été mieux associé à cette opération, qui se fait, dit-il, « par référence à l'affaire des foulards ». Amer, il considère que « au lieu d'analyser le vrai problème qui s'est posé et la solution qui a été trouvée, on le gomme en jetant le discrédit sur une personne ». Le chef d'établissement regrette d'être traité « comme un pestiféré » et observe que le maire ne l'a pas salué, lors de la réception à Creil, mercredi 25 avril, de M. Roger Bambuc. L'œuvre de réconciliation de la ville de Creil n'est apparemment pas tout à fait terminée.

RAPHAËLE REROLLE

Après le succès de sa mise en orbite

L'œil de Hubble accommode mal

De nouveaux problèmes techniques pourraient bien retarder de quelques jours supplémentaires l'envoi vers la Terre des premières images prises par le télescope spatial de Hubble. Déjà, tôt dans la journée du vendredi 27 avril, les contrôleurs au sol n'avaient pu entrer en contact avec l'engin pour télécommander l'ouverture du cache protégeant le miroir et les instruments d'observation de la lumière violente émise par le soleil.

Après plusieurs heures de tentatives infructueuses, les techniciens sont finalement parvenus à reprendre contact avec l'engin et tout rentrait dans l'ordre. « Le télescope de Hubble est ouvert aux affaires. Ça marche. Le voilà prêt pour le travail », annonçaient les responsables de la mission, tout heureux d'effacer d'un coup les sept ans à attendre cette mise en service.

Mais c'était sans compter avec les systèmes de contrôle du télescope qui se mettaient un moment plus tard en mode de protection automatique, dans une position perpendiculaire au soleil pour mieux protéger ses objectifs. La raison de ce nouveau contretemps ? La défaillance de deux des quatre gyroscopes chargés de contrôler l'attitude de l'engin.

La NASA ne s'inquiétait pas pour autant, affirmant même que ce télescope de 2 milliards de dollars était « sûr et stable » et que ces petits soucis étaient surtout dus au manque d'expérience des contrôleurs au sol dans leur pilotage de l'engin.

La confiance de l'agence spatiale américaine est telle que l'équipage de la navette qui, depuis quatre jours, se tenait prêt à intervenir sur

Hubble, a été informé que sa mission de surveillance était terminée. Il pourra donc comme prévu revenir sur Terre dans la journée de dimanche, l'atterrissage de la navette sur la base aérienne d'Edwards (Californie) étant, sauf imprévu, fixé à 15 h 48 (heure française).

Nouvelle percée américaine en Europe

NBC s'associe avec Yorkshire TV

La chaîne américaine NBC et Yorkshire TV, l'une des quinze sociétés britanniques membres de ITV, viennent d'annoncer la création d'une filiale commune de production : Tango. Les deux partenaires investiront chacun environ 10 millions de francs en deux ans pour produire des séries et des films destinés aux télévisions européennes et à la diffusion sur NBC et les réseaux câblés américains.

Cette alliance offre à la télévision britannique un accès précieux au marché américain.

L'accord entre NBC et Yorkshire illustre une nouvelle fois la dernière stratégie des groupes américains, qui multiplient les investissements dans des entreprises européennes de production. En novembre 1989, Paramount avait acheté la société britannique Carlton Communications, et Walt Disney avait ouvert un studio à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Il y a quelques semaines, la chaîne ABC prenait 25 % du capital du producteur français Hamster.

EN BREF

■ Messages de M. Mitterrand à la communauté musulmane. — M. François Mitterrand s'est adressé, jeudi 26 avril, aux représentants de la communauté musulmane en France à l'occasion de la fête de l'Aïd-el-Fitr qui a marqué la fin du ramadan, le recueil de la Mosquée de Paris et les autres responsables du conseil de réflexion sur l'islam en France. Dans ces messages, le chef de l'Etat rappelle que « les principes fondamentaux de la République permettent à tous ceux qui vivent sur son sol de partager, par le dialogue et le respect des différences, les grandes valeurs de solidarité, de tolérance et de fraternité ». Le chef de l'Etat se dit d'autre part « persuadé » que le conseil de réflexion sur l'islam, récemment créé à l'initiative de M. Joxe, permettra un « approfondissement du dialogue ».

■ Le Front national défilera le 1^{er} mai « pour la défense des libertés publiques menacées ». — Le défilé du Front national pour la fête de Jeanne d'Arc, qui a lieu comme l'an dernier le 1^{er} mai, sera placé sous le signe de « la défense des libertés publiques menacées », a indiqué M. Bruno Mégret, vendredi 27 avril à Paris. Selon le délégué général du parti d'extrême droite, il y a une « montée d'une forme sournoise de totalitarisme en France ». M. Mégret dénonce « une série de règles fondamentales de la démocratie et l'exercice des libertés ». Il dénonce « l'instauration d'une idéologie officielle cosmopolite, habillée des droits de l'homme, qui veut organiser la dissolution de la nation ». Le délégué général souligne que le FN veut « associer la nation et le social ».

■ M. Marchais lance un appel à « l'union des forces de gauche ». — Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a lancé, jeudi 26 avril à Nantes, un appel à l'union « du monde syndical » et des « forces de gauche » pour mettre en échec la politique du gouvernement. Multipliant les critiques contre les membres du gouvernement de M. Rocard qui, a-t-il dit, « ne cessent de se compromettre avec la droite », M. Marchais a assuré une fois de plus que les communistes « restent prêts à prendre toutes leurs responsabilités au sein d'un gouvernement de gauche ».

■ Les reconstruc-teurs communistes estiment que « le prochain congrès est celui de la dernière chance » pour le PCF. — Le bureau national des reconstruc-teurs communistes a estimé, vendredi 27 avril à Longjumeau (Meurthe-et-Moselle), que « le PCF était en danger de mort ». Le prochain

congrès de ce parti sera « celui de la dernière chance », selon des opposants à la direction. « S'il n'y a pas immédiatement rétrogradation effective, publication des effectifs réels et des différences plates-formes, ce congrès ne sera qu'une parodie analogue aux derniers congrès des partis de l'Est », ont affirmé les reconstruc-teurs à l'issue d'une réunion de leur bureau national à laquelle participait notamment M. Marcel Rigout, Félix Darnette, Claude Popere et Martial Bourquin.

■ Le PDG de Radio-France demande 15 % de rallonge budgétaire. — « L'enveloppe budgétaire de Radio-France n'est pas ajustée, ni à l'importance et à la variété de ses activités, ni à la bataille de la concurrence ». Ce diagnostic a été rendu par M. Jean Mahen dans un entretien au Figaro le 28 avril. Le PDG de Radio-France réclame entre 250 et 300 millions de francs supplémentaires à inscrire au budget 1991. Pour accompagner cette « mutation budgétaire », M. Mahen veut présenter un plan d'action au comité d'entreprise de juin : création d'une structure de communication interne et d'une direction des ressources humaines, rénovation des locaux et des studios, amélioration de la promotion des chaînes et des formations musicales de Radio-France.

■ M. 6 réaffirme sa candidature au satellite TDF 1. — Les déclarations du gouvernement allemand demandant plus de chaînes en clair sur le satellite de télévision directe (le Monde du 28 avril) suscitent de nouvelles réactions dans l'audiovisuel français. Ainsi, M. Nicolas de Tavernost, directeur général de M 6, estime qu'il serait de l'intérêt même de ce satellite que la

Cinq et M 6 y montent ensemble. Si le CSA remettait en compétition un canal, ce serait la voie du bon sens, car cela nous permettrait de toucher les sept millions de foyers qui ne peuvent pas nous capter et créerait un formidable produit d'appel pour TDF 1.

■ Le CSA déménage. — Les neuf « sièges » du Conseil supérieur de l'audiovisuel quittent le 56 de la rue Jacob, ancienne résidence de Benjamin-Franklin à Paris, pour rejoindre le reste de leurs services tour Mirabeau, dans le quinzième arrondissement, où ils retrouveront une autre autorité indépendante, la Commission des opérations de Bourse (COB). La nouvelle adresse du Conseil est donc : 39-43, quai Citroën, 75739 Paris Cedex 15 (tél. : 40-58-38-00).

■ Washington menace de cesser sa contribution à l'OMS en cas d'admission de l'OLP. — Les Etats-Unis cesseront leur contribution à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) si l'OLP y adhère, a réaffirmé, vendredi 27 avril, le département d'Etat. L'OLP a officiellement demandé à faire partie de l'OMS le 12 avril à Genève, trois semaines avant l'Assemblée générale de celle-ci, du 7 au 18 mai. L'année dernière, la délégation américaine avait déjà menacé de se retirer à l'occasion d'une demande similaire de l'OLP. (Reuters)

■ JAPON : le pirate de l'air chinois remis aux autorités de Pékin. — Le pirate de l'air chinois Zhang Zhenhai, accusé d'avoir détourné, en décembre, un Boeing 747 de la compagnie chinoise CAAC sur le Japon, a été remis,

samedi 28 avril, aux autorités chinoises et aussitôt extradé au Japon. La rapidité avec laquelle la décision d'extradition a été appliquée témoigne de la volonté de Tokyo de couper court aux critiques. (AFP)

■ CORÉE DU SUD : la police a pris d'assaut les chantiers navals d'Ulsan. — Des milliers de policiers ont pris d'assaut, samedi 28 avril, les chantiers navals de la compagnie Hyundai Heavy Industries à Ulsan pour en déloger des centaines de grévistes qui les occupent depuis trois jours. Plusieurs centaines de grévistes avaient passé la nuit aux chantiers. Selon des témoins, les affrontements se poursuivaient encore samedi en milieu de matinée. Les manifestants avaient occupé l'usine mercredi pour protester contre des poursuites judiciaires intentées à six dirigeants syndicaux.

■ L'attaque du TGV à Marseille : cinq mineurs interpellés. — Cinq mineurs, âgés de treize à quinze ans, ont été défilés, mercredi 25 avril, au parquet des mineurs de Marseille après avoir reconnu leur participation au « saccage » d'une rame vide de TGV bloquée par des sautes de béton, dimanche 22 avril, dans une gare désaffectée des quartiers nord de Marseille.

Le Monde
sur minitel
3615 TAPEZ LEMONDE

LES GRANDES DATES DE L'ISLAM

De Mahomet à nos jours, toute l'histoire religieuse, politique et culturelle de l'islam. Un volume broché (14,3 x 22 cm), 288 pages.

Déjà parus :
Les grandes dates du christianisme.
Les grandes dates de l'Europe communautaire.
Les grandes dates des Etats-Unis.
Les grandes dates de la Révolution française.

